

***l'Anti*capitaliste**

n°651 | 2 mars 2023 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



**MASSIVE, FÉMINISTE ET
RECONDUCTIBLE**

CONSTRUISONS

LA GRÈVE GÉNÉRALE!

Dossier

8 MARS

Pages 6 et 7

ÉDITO

Climat: le gouvernement
prépare la catastrophe
Page 2

PREMIER PLAN

Contre-réforme. La liquidation
des régimes spéciaux de
retraite Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Nigeria. Trois hommes
et un butin
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Morgane du
Collectif lillois de luttes
féministes (C2LF) Page 12



Par ALEXANDRE RAGUET

Climat: le gouvernement prépare la catastrophe

Nous venons de vivre en France une période de 31 jours sans pluie... en plein hiver. Du jamais vu depuis 1959 que les mesures existent !

Face à cette situation qui alerte agriculteurs, industriels et particuliers après les canicules printanières et automnales, Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique, a voulu montrer qu'il prenait les choses en main. Pourtant, dans son interview donnée sur France-Info le 22 février, il n'a fait que démontrer son incapacité à répondre à la situation en déclarant : « préparer notre pays à 4 degrés, ça veut dire anticiper beaucoup de changements ».

Quand la macronie anticipe, elle renonce (encore une fois) à empêcher le réchauffement climatique au maximum, mais veut préparer la population à ce réchauffement sans rien remettre en cause. Une telle augmentation de la température globale entraînerait des catastrophes diverses: montée des eaux d'au moins 84 centimètres d'ici 2100, entraînant l'inondation de plusieurs villes côtières comme dans la région de Dunkerque et du marais poitevin, mais aussi New York, Le Caire, Bombay et conduisant à une augmentation des zones désertiques, dans le sud de l'Europe et les pays au sud du Sahara.

La montée des températures va entraîner un dérèglement climatique. Il y aura plus de tempêtes, plus de pluies diluviennes et plus de sécheresses. Ce dérèglement renforcera inévitablement la crise de l'accès à l'eau potable, la difficulté de produire une alimentation de qualité... Les zones invivables sur la planète vont se multiplier. Des millions de personnes vont devoir migrer à travers le monde. Bref, accepter les 4°C, c'est criminel!

Plutôt que préparer les gens à la catastrophe en prenant soin de ne jamais agir sur les vrais problèmes, des solutions sont possibles: il faut développer la gratuité des transports en commun, sortir de l'agriculture productiviste et arrêter les projets de mégabassines, réduire le temps de travail massivement, exproprier puis socialiser les secteurs clés de l'économie, comme l'énergie, la banque, les transports...

Faire le lien entre luttes sociales et écologiques devient crucial si on veut profiter de la retraite à 60 ans... sur une planète respirable!

BIEN DIT

Je suis éleveur et syndicaliste et je n'accepte pas de me faire ainsi utiliser pour justifier une réforme injuste. Nous produisons de la richesse par notre travail et souhaitons en profiter en activité comme en retraite, dès 60 ans. 64 ans, c'est non!

NICOLAS GIROD, porte-parole de la Confédération paysanne, Twitter, 25 février 2023

À la Une

MASSIVE, FÉMINISTE ET RECONDUCTIBLE

Construisons la grève générale!

Alors que le projet de loi sur les retraites est arrivé au Sénat après que le gouvernement a échoué à le faire adopter à l'Assemblée nationale, la mobilisation ne faiblit pas. La semaine du 6 mars s'annonce à bien des égards décisive, avec la possibilité que nous entrions dans une phase de blocage massif et durable du pays. Tel est en tout cas l'objectif que nous devons nous fixer!

Il est à ce stade utile de le rappeler: la mobilisation contre la « réforme » des retraites est déjà historique, avec trois des cinq plus importantes journées de manifestation des trente dernières années. Et même si le plus dur reste à faire, nous ne devons pas boudier notre plaisir, en constatant que nous avons d'ores et déjà remporté un certain nombre de victoires, quand bien même celles-ci seraient symboliques: en gagnant la « bataille de l'opinion publique », avec des sondages qui indiquent une opposition toujours croissante à la contre-réforme et un soutien toujours croissant à la mobilisation; en démasquant les mensonges du gouvernement, concernant les « 1200 euros minimum », les « carrières longues », les retraites des femmes, etc.; en changeant l'ambiance générale et en mettant au centre du débat public les questions sociales, desserrant l'étau des discours racistes, sécuritaires et ultra-réactionnaires — même si ne nous en sommes pas débarrassés.

À partir du 7 mars, on bloque tout

Ces premières victoires sont des points d'appui précieux pour la suite. Mais face à un gouvernement qui entend poursuivre le bras de fer et qui reste déterminé à passer en force, le plus dur reste à faire. Il s'agit donc d'élever le niveau du rapport de forces, avec la conviction qu'il est possible de gagner, et avec l'objectif de bloquer le pays, plusieurs jours de suite, pour les contraindre à remballer leur contre-réforme.

Oui, nous pouvons gagner! Dans la situation actuelle et au vu des évolutions du rapport de



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

forces, l'affirmer n'est pas s'auto-intoxiquer. Il est réellement possible de l'emporter, et l'une de nos tâches doit être de convaincre le plus largement possible, autour de nous, qu'après des années, voire des décennies de reculs sociaux et de mobilisations défaites, nous sommes dans un moment où il est envisageable d'infliger un revers aux capitalistes et à leur personnel politique.

Les dates des 7, 8 et 9 mars vont être un moment charnière, et elles offrent la possibilité de faire faire un saut qualitatif à la mobilisation. L'appel intersyndical à la grève le 7 mars a été petit à petit suivi d'appels à la reconductible, soit explicites dans divers secteurs (RATP, SNCF, raffineries, éboueurs...), soit pour « mise en discussion » (comme dans l'enseignement primaire à l'appel du SNUipp). Et chaque jour qui nous rapproche du 7 mars voit de nouvelles initiatives être prises. Le 8 mars, journée de grève féministe, sera une journée clé dans la construction de la mobilisation.

Dans le contexte du mouvement contre la « réforme » des retraites, le 8 mars doit être une journée de convergence, qui doit permettre de dénoncer plus que jamais l'injustice sociale majeure de la contre-réforme pour les femmes, mais aussi d'élargir, d'ancrer et de durcir la mobilisation. Articulé à la journée du 7 mars et, le lendemain, à la mobilisation appelée par les organisations de jeunesse, qui pourrait acter l'entrée massive des jeunes dans la bagarre, le 8 mars et sa réussite sont l'un des enjeux majeurs des jours à venir.

Nous pouvons gagner!

Les appels à « tout bloquer » le 7 mars et les jours suivants se multiplient, et c'est tant mieux. Mais un tel mouvement de blocage du pays, qui passera nécessairement par une grève reconductible massive, se construit. Dans nos lieux de travail et d'études, dans nos quartiers, il s'agit de convaincre le plus grand nombre de se lancer dans la bataille. En construisant des

assemblées générales, au boulot, à la fac, au lycée; en organisant, dans les cadres les plus unitaires possible, tant l'unité est une force de cette mobilisation, des réunions d'information, des diffusions de tracts, etc.; en rendant visible l'opposition à la contre-réforme, par des initiatives de rue, des déploiements de banderoles et de panneaux sur les balcons et aux fenêtres, etc.

Préparer la séquence des 7-8-9 mars, c'est donc à la fois préparer, concrètement, la grève, mais aussi poursuivre le travail visant à « changer l'ambiance ». Et par là même (se) convaincre que nous sommes majoritaires, légitimes, et que nous pouvons gagner. La force de notre camp social, et cela avait été rappelé lors de la période du confinement, est que c'est nous qui faisons tourner la société. Si on s'arrête, tout s'arrête. Et si tout s'arrête, ils n'auront pas d'autre choix que de remballer leur contre-réforme! Au-delà, les faire reculer sur cette énième attaque ouvrirait la possibilité de les faire reculer sur tout le reste de leurs sales projets, y compris la loi « immigration » de l'abject Darmanin.

La bataille en cours est une bataille éminemment politique, et une victoire changerait la donne pour toutes celles et tous ceux qui, quelles que soient leurs sensibilités politiques, veulent faire vivre la perspective d'un autre monde, débarrassé de l'exploitation et des oppressions. En redonnant envie, espoir, en reconstruisant les cadres collectifs, les solidarités, et en bâtissant une réelle alternative politique à Macron et à l'extrême droite, une alternative de rupture anticapitaliste, féministe, anti-raciste, écosocialiste.

Julien Salingue

TURQUIE

Après le séisme, Erdogan mis en cause

Les deux séismes qui ont secoué le sud-est de la Turquie et la région du Hatay au sud-ouest ont fait officiellement un peu plus de 40 000 morts, mais les chiffres semblent largement sous-évalués: Osman Bilgin, le gouverneur turc de la province kurde de Şırnak, a déclaré que les chiffres réels des victimes du séisme sont quatre à cinq fois bien plus élevés que ceux annoncés.

Le nombre de morts pourrait atteindre 200 000 selon les aveux du gouverneur Bilgin. Il a même déclaré que plusieurs villes touchées par le séisme du 6 février allaient être rayées de la carte et que de nouvelles villes allaient être construites à leur place.

« Nous n'avons reçu aucune aide »

La Turquie se situe au point de rencontre de trois plaques tectoniques différentes, la plaque arabe, la plaque africaine et la plaque anatolienne, donc les secousses y sont

fréquentes. Le tremblement d'Izmit, en 1999 avait fait des dizaines de milliers de morts et blessés, et il avait servi de tremplin à Recep Tayyip Erdogan dans sa conquête du pouvoir. Il avait à l'époque dénoncé la corruption et le manque de prévoyance du DSP de Bülent Ecevit alors Premier ministre.

Dès son arrivée au pouvoir en 2002, avec son parti l'AKP, Erdogan avait instauré un impôt pour la prévention des risques sismiques qui a rapporté des milliards de livres turques à l'État. « Nous continuons à recevoir les feuilles d'impôt sismique dans

nos boîtes aux lettres et, une semaine après le tremblement de terre, nous n'avons reçu aucune aide, les gens dorment dehors tous les bâtiments sont fissurés, ils s'écrouleront à la prochaine secousse » témoigne une amie et militante du HDP de Diyarbakir. « Nous nous organisons nous-mêmes pour fournir aux sinistrés la nourriture et les produits d'hygiène, le lait pour les bébés, nous ne recevons rien ! » La solidarité est aussi très grande du côté des commerçants et restaurateurs qui laissent leurs établissements ouverts toute la nuit pour que les gens puissent se réchauffer (il

fait un froid glacial dans la région), se restaurer et utiliser les toilettes. Mais Diyarbakir, éloignée de l'épicentre, n'a pas été la ville la plus touchée. Certaines villes kurdes comme Adyaman et Marash sont pratiquement rayées de la carte et les secours officiels ont mis des jours et des jours à arriver, aggravant dramatiquement le nombre de victimes.

Des critiques de plus en plus sévères

Pourtant l'élan de solidarité de la société civile a été fantastique, le

Un monde à changer

SAINT-JEAN-DE-LUZ: «QUAND ON NE SAIT PAS, ON SE TAIT». Tom X, un élève de 16 ans du lycée privé Saint-Thomas-d'Aquin de Saint-Jean-de-Luz a poignardé et tué avec un couteau de cuisine, sa professeure d'espagnol, Agnès Lassalle, pendant un cours. Inculpé de meurtre avec préméditation, il a été placé en détention. L'émotion soulevée par cet assassinat d'une enseignante dans sa classe est à la mesure de la grande souffrance et du désarroi qui pèsent sur une école en crise. Elle a fait revivre les traumatismes laissés par l'assassinat de Samuel Paty il y a deux ans et demi. S'y ajoute la sidération provoquée par un acte qui semble échapper à toute rationalité. C'est ce que ne semble pas avoir saisi la meute de droite et d'extrême droite qui, par réflexe pavlovien, a immédiatement cru

pouvoir faire sonner les trompettes sécuritaires. Dénoncer dans ce crime un nouvel épisode de «*Pensauvagement*» (Ciotti) ou de «*l'ultra violence*» qui «*a conquis toute notre société*» (Marine Le Pen), exiger une «*révolution pour protéger nos enfants et leurs éducateurs*» (Retailleau) ou estimer urgent de «*revoir la gradation des peines des mineurs*» n'a dans ce cas guère de crédibilité. Une telle construction idéologique aura du mal à convaincre quand le meurtre est commis par un jeune «*très bon élève*» dans un établissement privé «*calme et cossu*» du centre-ville où règne la «*sérénité*» aux dires du ministre de l'Éducation nationale. À trop vouloir prouver, on finit par se prendre les pieds dans le tapis sécuritaire. Les éléments rendus publics suggèrent que l'état psychique du meurtrier pourrait être un

élément pour comprendre l'incompréhensible. Suivi pour «*dépression*» il aurait fait à l'automne une tentative de suicide. Selon le procureur, «*durant la garde à vue, le mis en cause a fait état d'une petite voix qui lui parle. Un être qu'il décrit comme égoïste, manipulateur, égocentrique, qui l'incite à faire le mal et qui lui aurait suggéré, la veille, de commettre un assassinat.*» Selon son avocat, il ne se reconnaît pas comme l'auteur conscient de son acte. Dans ces conditions le traitement de ce dossier par la justice, sur un mode purement répressif, en s'appuyant sur l'avis d'un expert, et sur le fait que l'acte aurait été prémédité, apparaît des plus contestable. La probable dimension psychiatrique de l'acte est reconnue en parole, pour être immédiatement niée dans les faits. L'avocat de l'accusé est en droit de s'exclamer: «*Dans une affaire de cette gravité, quand on n'est pas certain ou quand on ne sait pas, on se tait!*» Ce serait en effet le minimum.

CONTRE-RÉFORME La liquidation des régimes spéciaux de retraite

Le régime général de Sécurité sociale a été créé en octobre 1945 par une ordonnance qui a institué les caisses régionales d'assurance vieillesse des travailleurEs salariéEs et entériné l'existence de plusieurs organismes spéciaux spécifiques à des branches d'activité, à des entreprises, et à des salariéEs.

Les avantages des régimes spéciaux de retraite bénéficient pour le moment aux fonctionnaires civils et militaires, aux agents des collectivités locales, aux personnels hospitaliers, aux salariéEs d'entreprises publiques (SNCF, RATP, EDF, GDF), à des personnelEs de la Comédie française, de l'Opéra national de Paris, aux clercs de notaires, aux agentEs de la Banque de France, aux marins...). Le Code du travail reconnaît 10 régimes spéciaux, la commission des comptes de la Sécurité sociale, en tenant compte des organismes de fonctionnaires, en recense 27. Cinq millions de retraitéEs seraient affiliés à ces organismes.

Des avantages sociaux menacés pour certains et préservés pour d'autres

Le gouvernement veut reporter l'âge légal de départ à la retraite de 62 ans à 64 ans, mais la loi ne s'appliquera pas à toutEs les salariéEs des régimes spéciaux. Ceux qui bénéficient de la «*clause du*

grand-père» pourront partir à la retraite plus tôt car cette disposition prévoit que «*les effets d'une nouvelle loi ne s'appliquent qu'aux nouveaux embauchés*». Les agentEs de conduite de la SNCF et de la RATP embauchés avant la promulgation de la loi pourront continuer

à bénéficier de leur retraite à 50 ans et 8 mois. Le gouvernement va ainsi bafouer le principe «*à travail égal, salaire égal*», consacré par le droit du travail qui oblige l'employeur à assurer la même rémunération aux salariéEs qui effectuent un même travail...



Le chiffre 289

Selon les estimations du *Projet migrants disparus arrêtés au 23 février*, 225 migrantEs sont disparuEs ou mortEs en Méditerranée depuis le début de l'année. Auxquelles s'ajoutent 64 personnes qui viennent de mourir sur le littoral calabrais en Italie ce dimanche 26 février, soit 5 morts par jour.

Sources: <https://missingmigrants.iom.int/fr/donnees>



Agenda

Samedi 4 mars, journée de mobilisation contre la loi Darmanin.

À Paris, manifestation au départ du métro Château-Rouge (Ligne 4) à 14 h.

Samedi 4 mars, forum féministe, Paris.

De 15 h à 19 h, salle Jean-Dame, 17, rue Léopold Bellan, Paris 2^e.

Lundi 6 mars, marche de nuit féministe, Paris.

À 18 h, place de l'Opéra.

Mercredi 8 mars, journée internationale de grève et manifestations féministes.

À Paris, manifestation au départ de République à 14 h.

Jeudi 9 mars, réunion débat contre la loi Darmanin, Strasbourg.

À 19 h 30, à la Maison des syndicats, 1, rue Sédillot.

Samedi 25 mars, manifestation contre les mégabassines.

À 10 h dans le Poitou.

Samedi 25 mars, manifestations contre le racisme et la loi Darmanin.

NO COMMENT

[Marine le Pen] a été bien plus républicaine que beaucoup d'autres dans ce moment-là.

OLIVIER DUSSOPT à propos des débats à l'Assemblée nationale, lemond.fr, 26 février 2023.

HDP a organisé des centaines de convois de secours et de volontaires, bloqués par l'armée en raison de l'état d'urgence décrété dans les zones kurdes sinistrées. L'aide a été en grande partie confisquée par l'armée, et distribuée au nom du gouvernement, les volontaires écartés.

Une autre zone très touchée, celle d'Hatay, au sud ouest de la Turquie a été tout aussi délaissée par l'État. La ville d'Antakia (Antioche), détruite à plus de 80%, a attendu en vain plusieurs jours. Il faut dire que cette province syrienne donnée à la Turquie par la France en 1939 est majoritairement peuplée de Kurdes et surtout d'Alévites, une branche du chiisme particulièrement démocrate, très peu appréciée par l'AKP sunnite. Fort de ses succès comme médiateur dans la guerre en Ukraine, en particulier dans le déblocage

des exportations de céréales ukrainiennes, fort du soutien des États-Unis, Erdogan comptait sur les élections prévues en mai pour repartir sur un nouveau mandat, malgré la situation économique catastrophique, une inflation à trois chiffres et la chute abyssale de la livre turque.

Mais passé l'état de choc, les critiques se font plus sévères: où sont passés les milliards en impôts destinés à consolider les immeubles d'habitation? Comment se fait-il que des centaines d'immeubles très récents se soient effondrés sur la tête de leurs habitantEs alors que les normes de construction anti-sismique étaient obligatoires? La corruption et les passe-droits seraient ils donc les mêmes que ceux dénoncés par Erdogan en 1999? Le CHP (parti social-démocrate nationaliste turc), qui a pu remporter



les grandes villes comme Ankara, Istanbul et Izmir grâce en grande partie au HDP qui n'a pas présenté de candidatEs donne de la voix en espérant mettre l'alliance AKP-MHP en difficulté.

Pendant ce temps, l'armée turque, apparemment non concernée par le désastre, continue à bombarder le Rojava, Kobané et même le quartier kurde d'Alep, Cheikh Masoud. **Mireille Court**

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
redaction@npa2009.org

Diffusion:
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication:**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction:**
Fabienne Brifault

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

GRANDE-BRETAGNE Une semaine mitigée pour les grèves

Une nouvelle semaine de mobilisation des salariéEs vient de s'écouler en Grande-Bretagne. Les résultats sont mitigés, mais de nouvelles grèves sont en préparation.

Après que le syndicat des professeurs d'université, l'UCU, a mis fin à la grève pour engager des « négociations intensives », très peu d'informations ont été données sur le contenu de ces discussions. Il est certain que les militantEs de gauche au sein du syndicat restent furieux de la décision prise au-dessus de leurs têtes et l'ont fait savoir.

Dans la santé, des tendances contradictoires

Dans le même temps, la ruée vers les « pourparlers » a été notable. Le Royal College of Nursing (RCN, syndicat des infirmières), qui avait annoncé la semaine dernière une escalade, a suspendu son action cette semaine. La secrétaire générale, Pat Cullen, a obtenu ce qui avait toujours semblé être son souhait en faisant traiter les infirmières comme un cas spécial. Le gouvernement les a invitées, et elles seules, à des discussions mercredi 22 février et, une fois de plus, rien n'a été dit sur ce qu'elles auraient pu impliquer.

Les syndicats Unison et GMB, qui comptent également un petit nombre de membres parmi les infirmières, ont presque semblé, en comparaison, radicaux dans leurs réponses — ce qui n'est pas courant. La réalité est qu'ils sont jaloux du RCN : ils veulent être ceux qui s'attirent les faveurs des Tories.

Mais la profondeur du mécontentement concernant les conditions des travailleurEs du NHS a été soulignée par les résultats très significatifs du vote des jeunes médecins annoncés la semaine dernière. Environ 40% des médecins travaillant dans les hôpitaux et dans le secteur de la santé publique sont classés comme « juniors », ce qui signifie simplement qu'ils n'ont pas accès aux échelons supérieurs de la profession.

Les résultats ont montré que 98% des participantEs ont voté pour la grève, avec un taux de participation de 77,49%. Il s'agit du taux de participation le plus élevé jamais enregistré pour un vote de médecins et d'un nombre record de médecins en formation votant pour la grève. Leur syndicat, la British Medical Association (BMA), affirme qu'ils ont subi une réduction de 26% de leurs salaires au cours des 15 dernières années et qu'ils n'ont reçu qu'une maigre augmentation de 2% au début de l'année. L'impact de cette situation est aggravé par le stress de travailler pour un NHS qui s'effondre — non seulement à cause de la pandémie de Covid mais aussi à cause du sous-financement. Et le syndicat a montré sa détermination en appelant à une grève de 72 heures du 13 au 15 mars.

Mobilisation dans l'éducation

L'autre bonne nouvelle de la semaine dernière est la préparation, déterminée, du Syndicat national de l'éducation des enseignantEs à une nouvelle action de grève. Le gouvernement a tenté à demi-mot de les soudoyer pour qu'ils annulent les actions prévues dans différentes régions du pays la semaine prochaine, mais il n'a toujours pas promis de parler d'une augmentation de salaire pour l'année en cours ni de financer une quelconque offre.

Lors de sa réunion du 25 février, le Comité exécutif national (NEC) du syndicat — la direction élue — a décidé que toute décision future de suspendre une action de grève, pour quelque raison que ce soit, ne pourra être prise que par une réunion plénière du NEC du syndicat et pas seulement par son/ses secrétaire(s) général(aux). Il a également été convenu que si les revendications du syndicat n'étaient pas satisfaites d'ici la fin du trimestre scolaire, le NEC présenterait une motion visant à intensifier l'action lors de sa conférence annuelle, qui a toujours lieu à Pâques.

Ce syndicat a recruté 50 000 nouveaux membres depuis le succès du scrutin de janvier et organise des comités de grève locaux afin d'impliquer les membres à la base et de coordonner les actions avec les autres travailleurs. Avec un certain nombre d'autres syndicats, ils préparent activement une action de grève totale et une manifestation nationale le 15 mars.

Terry Conway, traduction J.S.

Le président US est intervenu avec force pour relancer et réunifier l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan), a fait appel à l'Union européenne et aux nations du G7 (États-Unis, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon et Royaume-Uni), et a construit une coalition de cinquante pays dans le monde. Biden a réussi à unir les Démocrates et les Républicains du Congrès pour voter l'octroi de dizaines de milliards de dollars à l'Ukraine. Un an plus tard, Biden, le Congrès et le peuple étatsunien restent largement unis sur le soutien à l'Ukraine dans cette guerre.

77,5 milliards de dollars de dépenses

Lors de l'anniversaire de la guerre, Biden a pris le risque de se rendre à Kiev, la capitale ukrainienne, pour s'entretenir avec le président Volodymyr Zelensky. « Un an plus tard, a déclaré Biden, Kiev est debout et l'Ukraine est debout. La démocratie est debout. Les Américains sont à vos côtés et le monde entier est à vos côtés. [...] Nous sommes convaincus que vous allez continuer à vaincre. [...] Vous vous rappelez que la liberté n'a pas de prix ; elle vaut la peine qu'on se batte pour elle aussi longtemps qu'il le faut. Et c'est ainsi que nous serons à vos côtés, Monsieur le Président : aussi longtemps qu'il le faudra. » Bien qu'il y ait eu une certaine fragmentation du soutien politique, les États-UnienEs soutiennent toujours massivement la position de Biden sur l'Ukraine. Le dernier sondage Gallup a révélé que « 65% des adultes américains préfèrent que les États-Unis aident l'Ukraine à reconquérir son territoire, même si cela entraîne un conflit prolongé. Dans le même temps, 31% disent qu'ils préféreraient voir les États-Unis travailler pour mettre fin à la guerre rapidement, même si cela

ÉTATS-UNIS Les USA et la guerre russe en Ukraine, un an après

Lorsque la Russie a envahi l'Ukraine le 24 février 2022, le président Biden a engagé les États-Unis dans le soutien à l'Ukraine. Bilan, un an après.



WIKIMEDIA COMMONS

permet à la Russie de garder des territoires. »

Jusqu'à présent, le total des dépenses militaires US en Ukraine s'élève à 77,5 milliards de dollars, et le jour de l'anniversaire du déclenchement de la guerre, il a été annoncé qu'ils dépenseront deux milliards de dollars supplémentaires. Bien que ce soit beaucoup d'argent, cela ne représente pas une part importante du budget américain. Les États-Unis dépensent 1340 milliards de dollars pour la sécurité sociale, 902 milliards de dollars pour Medicare, 734 milliards de dollars pour Medicaid et des milliards de dollars supplémentaires pour d'autres programmes. Les 77,5 milliards de dollars destinés à l'Ukraine se décomposent en 29,3 milliards de dollars d'aide militaire, 45 milliards de dollars essentiellement

destinés à la relance économique et aux infrastructures énergétiques, et 1,9 milliard de dollars d'aide humanitaire.

La gauche divisée

Biden et les Démocrates continuent de bénéficier d'un soutien très important pour leur politique ukrainienne. Le leader de la minorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, a récemment déclaré : « Les leaders républicains sont engagés en faveur d'une alliance transatlantique forte. Nous sommes engagés à aider l'Ukraine. » Les choses sont plus difficiles à la Chambre, mais même là, les Républicains opposés au soutien à l'Ukraine sont une petite minorité de l'aile d'extrême droite, comme la représentante Marjorie Taylor Greene qui a déclaré : « Nous avons dépensé 113 milliards de dollars

dans la guerre là-bas. Et cela n'a rien fait pour notre frontière, ni pour notre peuple. »

La gauche étatsunienne est divisée sur la guerre de la Russie en Ukraine. Une partie de la gauche — des groupes tels que Code Pink et Peace in Ukraine — en appelle à la diplomatie et à « la paix maintenant », ce qui, avec la Russie occupant toujours 20% de l'Ukraine, signifierait une victoire russe. Le comité international de DSA (Socialistes démocratiques d'Amérique), qui compte 65 000 membres et est de loin le plus grand groupe de gauche aux États-Unis, soutient la coalition Peace in Ukraine. Cette coalition s'oppose à l'armement de l'Ukraine et rend l'Otan responsable de la guerre. Les manifestations organisées récemment par cette coalition n'ont pu rassembler que quelques centaines de personnes dans les rues.

La gauche socialiste internationaliste, dans des groupes tels que le Réseau de solidarité avec l'Ukraine, soutient le droit de l'Ukraine à l'autodétermination, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'autodéfense, et à acquérir des armes là où elle le peut. Le réseau a organisé une série de webinaires pour informer la gauche et les progressistes de l'histoire de l'Ukraine et du bilan impérialiste de la Russie en Tchétchénie, en Géorgie et en Syrie, ainsi qu'en Ukraine. Le réseau est donc aux côtés de l'Ukraine sans que cela implique un soutien aux objectifs impérialistes de Biden.

Dan La Botz, traduction HW

IRAN Un processus révolutionnaire démocratique, social et féministe

Alors que le soulèvement entre dans son sixième mois, l'Iran plonge chaque jour davantage dans une crise économique et sociale profonde. Mais la lutte contre le régime se poursuit.

Si les grèves en soutien au soulèvement restent pour l'instant limitées, celles pour réclamer le versement des arriérés de salaires (parfois jusqu'à quatre mois), de meilleures conditions de travail ou des augmentations de salaires sont quotidiennes. Simultanément, la répression se poursuit. Ainsi, le régime vient d'annoncer l'exécution d'un militant kurde de 29 ans accusé d'avoir assassiné un policier en 2018. De lourdes peines contre les manifestantEs et contestataires continuent d'être prononcées. Face à cela le mouvement prend des formes moins spectaculaires mais permanentes : manifestations de masse tous les vendredis dans le Sistan-Balouchistan, slogans nocturnes dans les quartiers populaires des grandes villes, actions de rue au Kurdistan : l'agitation ne cesse pas.

La contre-révolution s'organise depuis l'extérieur du pays

La droite iranienne en exil, dont les monarchistes, tente de dévoyer le mouvement, avec l'aide des chancelleries occidentales. L'université de Georgetown (USA) a organisé récemment un colloque avec l'ensemble des leaders de l'opposition bourgeoise autoritaire et réactionnaire



DR

incluant Reza Pahlavi, le fils du dernier Chah. En février, ce dernier a été également invité à prendre la parole lors de la conférence de Munich sur la sécurité. En marge de celle-ci, Macron a mis en scène sa rencontre avec Masih Alinejad, pro-monarchiste et amie de Trump. Reza Pahlavi a également été invité à s'exprimer au Sénat français. À aucun moment il n'a condamné les crimes de la monarchie iranienne. Par contre il n'hésite pas à dire régulièrement « [qu']il faudra s'appuyer sur des membres de Gardiens de la révolution et des bassidjis pour assurer la sécurité durant la future période de transition ». Ceux-là

mêmes qui depuis 44 ans torturent, violent et tuent les manifestantEs et les prisonnierEs politiques.

Soutien aux organisations indépendantes et réseaux militants de l'intérieur!

Une vingtaine d'organisations syndicales et civiles indépendantes luttant en première ligne sur le terrain ont, le 15 février, publié une déclaration importante¹. Elles ont été rejointes par de nombreuses associations étudiantes, universitaires et par des réseaux militants du pays.

Ce texte lie les revendications démocratiques (abolition de la

peine de mort et de la torture, liberté d'organisation...), féministes, LGBTI, écologistes, sociales, ainsi que de défense des minorités nationales et religieuses.

La déclaration réclame la saisie des biens accaparés par les dignitaires du régime et dénonce les privations de liberté subies par les IranienEs sous le régime monarchique puis celui des Mollahs. Ce manifeste exige notamment l'instauration d'une démocratie radicale, par en bas. Il constitue un appel à lutter pour un projet radical de transformation sociale.

Ces revendications sont bien sûr incompatibles avec le régime actuel, mais elles le sont aussi avec le projet réactionnaire, libéral, patriarcal, grand perse et autoritaire porté par Reza Pahlavi et consort. D'ailleurs, les réseaux monarchistes ont attaqué violemment ce manifeste.

Il est du devoir des militantEs anticapitalistes et révolutionnaires de soutenir l'expression radicale et la lutte contre la République islamique, ainsi que de dénoncer les menées impérialistes des grandes puissances et des forces réactionnaires iraniennes. L'issue du soulèvement en cours est déterminante pour l'ensemble des peuples qui luttent contre les fondamentalismes religieux, les États autoritaires et dictatoriaux, ainsi que contre les puissances impérialistes.

Babak Kia

1 — Déclaration à lire sur [lanticapitaliste.org](https://lanticapitaliste.org/agir/international/declaration-des-revendications-minima-dorganisations-independantes-syndicales-et), <https://lanticapitaliste.org/agir/international/declaration-des-revendications-minima-dorganisations-independantes-syndicales-et>

NIGERIA Trois hommes et un butin

Dans un pays en crise, les élections présidentielles se résument à qui va pouvoir profiter des revenus pétroliers au détriment des populations. À l'heure où nous bouclons, les résultats partiels donnent une avance au candidat du parti au pouvoir. Nous reviendrons en détail sur les leçons politiques que l'on peut tirer de ce scrutin.

Les élections du 25 février se sont déroulées dans un pays mal en point. Le bilan de l'actuel président Buhari est désastreux. Les principaux indicateurs sociaux et économiques sont au rouge et les récentes mesures prises par le gouvernement n'arrangent en rien la situation.

Un pays en crise

Sous prétexte d'assainir la situation financière, le gouvernement nigérian s'est lancé dans le remplacement des anciens naïras, la monnaie locale. Conséquence de son incurie, le cash a manqué et les opérations bancaires en ligne se sont avérées laborieuses du fait de la saturation des serveurs. Autre pénurie, celle du carburant. Le Nigeria en est coutumier, conséquence de la faiblesse de l'industrie de raffinage permettant à l'élite de spéculer sur le dos de la population.

Bien que le Nigeria soit le premier exportateur de pétrole d'Afrique, 60% de la population est en situation de pauvreté. La rente pétrolière nourrit une corruption endémique de la classe dirigeante.

Le pays est aussi touché par une crise sécuritaire avec les attaques des différents groupes djihadistes Boko Haram, l'État islamique ou Ansaru. De plus, des gangs ont fait leur apparition. Ils s'attaquent aux villages et volent le bétail. Kidnapping et criminalité sont en hausse. D'autant que lors des périodes électorales, les politiciens



Ahmed Tinubu, WIKIMEDIA COMMONS

n'hésitent pas à payer des voyous pour attaquer les rassemblements des partis rivaux. Enfin les brutalités policières sont telles qu'une mobilisation inédite, notamment dans la jeunesse, s'est déroulée avec la campagne #EndSARS. Elle dénonçait les agissements de la Special Anti-Robbery Squad (SARS), unité de police particulièrement violente.

Deux candidats jumeaux

Traditionnellement, les élections visent à départager les candidats des deux grands partis : le All Progressives Congress (APC) et le People's Democratic Party (PDP). Ahmed Tinubu est le candidat du parti au pouvoir (APC). Affaibli physiquement, il a cependant le contrôle à travers l'APC de 21 États du pays, atout considérable pour

décrocher la victoire. Lorsque Tinubu était à la tête de l'État de Lagos, la corruption n'était plus un abus du système mais était devenue le système. Son rival est Atiku Abubakar. Il pense avoir toutes ses chances au vu du bilan de l'APC pendant deux mandats. Seulement, au sein de son parti le PDP, il est loin de faire l'unanimité. En effet cinq gouverneurs ont organisé une fronde contre lui. Aussi corrompu que son rival, l'ancien vice-président à l'époque d'Obasanjo au début des années 2000 est fortement concurrencé sur les terres traditionnellement favorables au PDP par un troisième candidat surprise.

L'outsider

Peter Obi est le candidat du Labour Party. Une grande partie de la

jeunesse qui s'est mobilisée dans la campagne #EndSARS contre les violences policières s'est investie dans le soutien de sa candidature. Avec son slogan « Take back the country » (« Reprendre le pays »), Obi apparaît comme le candidat capable d'apporter les changements souhaités. Il bénéficie d'une image de politicien intègre. Membre du PDP, il a rejoint le Labour Party pour se présenter. Bien qu'il suscite l'enthousiasme, son programme politique est loin de répondre aux besoins immédiats des populations et parfois va même à leur rencontre, comme lorsqu'il déclare être favorable à la fin des subventions des carburants. Une telle mesure frapperait les plus pauvres. De plus Obi est loin d'être l'homme honnête qu'il prétend. Son nom a été cité dans les scandales financiers révélés par les Panama Papers.

Quant aux organisations de la gauche radicale, elles apportent leur soutien à la candidature de Omoyele Sowore. Ancien dirigeant étudiant, il a mené les luttes contre le FMI. Activiste pour les droits humains, animateur du site d'information « Sahel Reporter » il a fondé l'African Action Congress (AAC) qui se situe à gauche. Mais lors des dernières élections il n'a récolté que quelques milliers de voix. Autant dire que les changements ont plus de chance de s'opérer par les luttes que par les élections.

Paul Martial

ISRAËL/PALESTINE Face aux invasions de l'armée et aux « pogroms » des colons, la Cisjordanie résiste

Alors que les assassinats opérés par l'armée israélienne et les opérations de terreur menées par les colons se multiplient, les Palestiniens se rallient à la résistance armée, avec des mobilisations de masse spontanées qui n'ont pas été vues depuis des décennies.

La Cisjordanie a subi une double attaque la semaine dernière. La première a été menée par l'armée israélienne lors d'une invasion militaire massive de Naplouse qui a tué 11 Palestiniens et en a blessé plus de 100. La seconde a été menée par son aile civile — des bandes de colons qui se sont déchaînées dans la nuit de dimanche à lundi en réponse à une attaque de la résistance qui a tué deux colons israéliens à Huwwara, juste au sud de Naplouse.

« Ne désespérez pas et ne sombrez pas dans le chagrin »

Le raid sur Naplouse, l'un des plus sanglants de ces derniers mois, visait à assassiner des résistants recherchés des Lions de Naplouse, Muhammad Juneidi et Hussam Isleem. Les forces spéciales israéliennes les ont tués ainsi que leur camarade, Walid Dakhil, cousin de l'un des fondateurs du groupe. Quatre autres combattants des groupes de résistance armée des environs de Naplouse ont également été tués dans les combats, ainsi que quatre passants dans la ville (trois hommes âgés et un adolescent).

Naplouse était en deuil, et les Lions ont lancé un appel demandant à la population de manifester son soutien à minuit, le 23 février. Tout le monde a répondu à l'appel des Lions. De Ramallah à Hébron, de Naplouse à Jérusalem, à Bethléem et dans ses camps, à Tulkarem et à Jéricho, les gens sont sortis par milliers à minuit, pour la manifestation d'un soutien massif et inconnu de toutes les factions politiques palestiniennes.

Ni le Fatah ni aucune autre faction n'a été capable de rassembler ce type de soutien de masse spontané depuis la première Intifada. Il est désormais évident que la légitimité politique ne vient pas des salles où se déroulent les sommets ou des accords de sécurité, mais du canon du fusil lorsqu'il est pointé vers le colonisateur.

Le « leadership » palestinien reconnaît que son contrôle est de plus en plus tenu sur les cantons de Cisjordanie qu'il appelle un État, ce qui l'a poussé à participer à une réunion organisée par la Jordanie avec de hauts responsables israéliens à Aqaba le dimanche 27 février. Annoncé comme visant à « mettre fin à l'effusion de sang », selon le Fatah, le sommet d'Aqaba a été organisé dans le but express de calmer la tempête en préparation du côté de la résistance palestinienne.

« Pogrom » à Naplouse

Le même jour que le sommet, un Palestinien armé non identifié a mené une attaque contre un véhicule de colons dans la ville palestinienne de Huwwara, au sud de Naplouse. Deux colons ont été tués, et avec eux le Sommet d'Aqaba, qui était en réalité mort-né. Les colons ont lancé une attaque après la fusillade de dimanche à Huwwara. Une émeute qui a été en général décrite comme un « pogrom », et ce à juste titre. Les gangs de colons enragés se sont déchaînés à Huwwara et dans de nombreuses autres villes de Cisjordanie, brûlant complètement 35 maisons palestiniennes, en endommageant 40 autres et tuant un Palestinien à Zaatara, Sameh Aqtash, âgé de 37 ans.

Pendant tout ce temps, l'armée israélienne accompagnait les colons, assurant leur sécurité et leur « liberté » de lyncher et de brûler à leur guise. Les forces israéliennes ont également imposé un bouclage de la région de Naplouse.

Le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, s'est rendu lundi à l'avant-poste illégal des colons d'Evyatar alors qu'il était en cours d'expulsion, jurant d'« écraser nos ennemis » et déclarant que les colons sont dans un état de guerre qui « ne va pas se terminer en un jour ».

En cela, Ben-Gvir a raison. La guerre perpétuelle des sionistes contre les Palestiniens est aussi vieille que le sionisme lui-même, tout comme la résistance palestinienne.

Mondoweiss

PORTUGAL Premières vagues de mobilisations

Un an après que le Parti socialiste (PS) a obtenu la majorité absolue au Parlement, la situation politique a changé. La lutte du peuple occupe désormais au Portugal le devant de la scène. Nous publions un extrait d'un article de Viento Sur.

Cette lutte comprend celle des enseignants, des médecins, des infirmières, des magistrats et du personnel de l'aviation civile — qui revendiquent des augmentations de salaires sous la pression de l'inflation et de la hausse des taux d'intérêt — et des mobilisations transversales, comme celles prévues le 25 février (pour une Vie Juste, contre la hausse du coût de la vie) ou le 1^{er} avril (pour le droit au logement).

EnseignantEs: en un mois des grèves et trois grandes manifestations

Les enseignantEs et les professionnelEs de l'éducation se révoltent. Ils souffrent d'une réduction des salaires en termes réels, d'une progression de carrière bloquée par l'imposition de quotas, du non-respect du calcul de l'ancienneté, de la précarité et de l'absence d'indemnisation des frais de déplacement pour les écoles éloignées du domicile. La situation n'est pas nouvelle, mais la perte réelle de salaire sous l'effet de l'inflation a mis le feu aux poudres dans les écoles. La dégradation de la carrière d'enseignantE a éloigné les jeunes générations de la profession alors que des milliers de personnes partent à la retraite.



DR

Le manque d'enseignantEs se fait déjà sentir dans de nombreuses disciplines, classes et régions du pays. Des milliers d'enfants et de jeunes étaient déjà déscolarisés avant les grèves en raison du manque d'enseignantEs. Et la situation s'aggrave chaque année. Au lieu de trouver des solutions en comptabilisant pleinement le temps de service, en payant les frais de déplacement ou en créant des incitations pour les zones appauvries (comme c'est le cas pour les policiers ou les médecins), le gouvernement a décidé de s'attaquer au droit de grève des

enseignantEs et d'exiger d'eux un service minimum pour l'accueil et l'alimentation des élèves, ainsi que pour les cours. L'évolution des réponses très partielles et insuffisantes et la prolongation d'une bataille dans laquelle la mobilisation de la classe enseignante est à son comble.

Le logement au centre des luttes

La BCE a annoncé une nouvelle hausse du taux d'intérêt de référence, qui s'élève désormais à 3%.

Cette augmentation pousse l'économie à la stagnation, nuit à l'emploi et aux salaires sans toucher aux principales causes de l'inflation — les goulets d'étranglement de l'offre et la spéculation. La hausse des taux d'intérêt a un effet direct sur les revenus des personnes ayant contracté des prêts immobiliers, qui ont vu les taux d'intérêt augmenter jusqu'à 50%, sans aucun mécanisme de protection efficace. Au Portugal, le droit fondamental à un logement n'est toujours pas satisfait. En moins de dix ans, les prix des logements ont doublé et les loyers ont augmenté de 50%. Le logement représente un pourcentage démesuré des revenus du travail, résultat de politiques publiques qui ont encouragé la spéculation et le tourisme résidentiel de luxe. [...]

À Lisbonne, la campagne en faveur d'un référendum sur le logement prend de l'ampleur, dans le but de limiter sévèrement les facilités accordées à la transformation de logements en hébergements touristiques. Dans le même temps, une série de manifestations pour le droit au logement se préparent dans les principales villes, avec la perspective de grandes foules, le 1^{er} avril, ainsi que d'autres formes de protestation sur les salaires ou le climat. Le printemps va être chaud.

Jorge Costa (traduction F. D.)

Version intégrale à lire sur: <https://vientosur.info/despues-de-un-ano-de-mayoria-absoluta-primera-ola-de-movilizaciones/>

Ce 8 mars 2023, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, arrive dans un contexte bien particulier: depuis près d'un mois et demi, une bataille centrale est engagée contre le gouvernement sur les retraites et c'est autour des 7 et 8 mars qu'un certain nombre de secteurs ont prévu d'engager la grève reconductible. Il y a donc un enjeu important à articuler la grève contre le projet de réforme et la grève féministe du 8 mars. Il s'agit de ne pas invisibiliser les revendications féministes tout en montant d'un cran le rapport de forces face au gouvernement. Dans des moments comme celui-là la convergence des luttes prend un sens extrêmement concret!

Il y a une opportunité à saisir: les revendications du mouvement autonome des femmes sont appuyées par un mouvement social puissant, contre la réforme des retraites évidemment, mais aussi pour l'égalité des salaires et des carrières, contre toutes les violences, pour une répartition égalitaire et socialisée du travail domestique, pour le droit à disposer de son corps, etc.

Les périodes de montée du mouvement social sont en général défavorables aux idées réactionnaires et à l'extrême droite. Or nous avons bien besoin en ce moment de faire reculer le racisme, les LGBTIphobies, toutes les idées nauséabondes véhiculées par les Le Pen, les Zemmour, encouragées par la droite et ses lois sur le logement, l'immigration ou la criminalisation du mouvement social.

Nous n'oublions pas en cette période la solidarité avec les femmes et les LGBTI du monde entier: au côté de la résistance du peuple en Iran ou en Ukraine, des militantEs féministes en Russie, en Syrie touchée par la guerre, au côté des Kurdes, des peuples en lutte en Palestine, en Tunisie, au Pérou, au Brésil...

Le renouveau du mouvement féministe international que nous connaissons depuis une dizaine d'années irrigue l'ensemble des mouvements sociaux de sa combativité et de sa radicalité comme on le voit de façon exemplaire en Iran. En France comme ailleurs, il n'y aura pas de changement radical sans révolution féministe, et pas de révolution féministe sans abattre le capitalisme patriarcal! Les intérêts des classes populaires et celui des femmes et des LGBTI doivent converger pour mener la bataille. Alors toutEs en grève le 7 et le 8 mars, on continue!

Dossier coordonné par la commission nationale d'intervention féministe du NPA



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB



MARS

POUR LES RETRAITES DES FEMMES, RECONDUISONS LA GRÈVE!

À PARTIR DU 8 MARS: GRÈVE GÉNÉRALE FÉMINISTE!

La grève féministe de ce 8 mars s'inscrit dans un contexte spécifique, en plein mouvement social contre la réforme des retraites, alors que l'intersyndicale a décidé de s'emparer du 7 et du 8 pour en faire des journées de la mobilisation et durcir le bras de fer avec le gouvernement, notamment en posant la question de la reconductible.

La dimension féministe de la lutte contre la réforme des retraites est très claire depuis le début. En effet, 40% des femmes partent à la retraite aujourd'hui avec une retraite incomplète, pour diverses raisons: elles sont plus nombreuses à être employées à temps partiel (un tiers des femmes), elles ont des carrières hachées parce qu'elles sont assignées à la prise en charge des enfants ou des personnes dépendantes. En outre, à travail égal elles gagnent en moyenne 28% de moins que les hommes dans le privé: la ségrégation de l'emploi concentre les femmes dans certains secteurs qui sont socialement dévalorisés et moins bien payés. Enfin le «plafond de verre» freine leur carrière. Elles gagnent moins, et donc elles cotisent moins, et les écarts de pensions s'élèvent à 42%!

60% des «économies» voulues par la réforme des retraites se font sur les femmes

À l'heure actuelle, presque la moitié des femmes ne parviennent pas

à partir à la retraite à 62 ans à taux plein. Ajouter deux ans ne ferait qu'accentuer une situation déjà dramatique. Le gouvernement le reconnaît lui-même puisque son étude d'impact de la réforme a montré que l'allongement de la durée de cotisation va toucher les femmes plus que les hommes: parmi les personnes nées en 1972, les femmes devront travailler 9 mois supplémentaires, contre 5 mois pour les hommes! Michaël Zemmour, économiste qui a attiré l'attention sur les mensonges du gouvernement autour de la «pension minimale» à 1200 euros (qui n'existe pas dans le projet de réforme), a également montré que le profil type des personnes les plus impactées par la réforme sont les femmes qui peuvent partir à taux plein à 62 ans grâce à la validation des trimestres acquis du fait d'avoir un ou plusieurs enfants. À cause de l'allongement, la compensation ne jouera quasiment plus. 60% des «économies» de la réforme se font ainsi sur les femmes, soit quasiment une femme sur quatre. Par ailleurs, cette réforme

va augmenter la précarité des seniors, en particulier la catégorie qui se retrouve sans emploi et qui n'a pas encore accès à la retraite (40000 personnes de plus au RSA, 90000 personnes de plus au chômage). Or, là encore, les femmes sont plus nombreuses dans cette catégorie que les hommes.

Pour la prise en compte de la pénibilité des métiers féminisés

En outre, il n'est pas tenu compte de la pénibilité spécifique des métiers les plus féminisés, en particulier le travail de soin et ce qu'il implique – le port des personnes, les postures pénibles, la charge émotionnelle, etc. Enfin, la réforme va également impacter tout particulièrement les LGBT pour des raisons qui se recoupent en partie: ces dernierEs sont également touchés par les carrières hachées et sans perspectives d'avancement, en raison des discriminations et violences avant et après l'embauche, et qui mènent souvent au chômage. Sans compter que le changement d'état civil peut rendre difficile

la reconnaissance de tous les semestres de cotisation.

Face à une telle attaque antisociale et antiféministe, nous devons répondre ce 8 mars par la grève féministe, soit la grève du travail salarié et du travail reproductif (soin des enfants, de la maison, prise en charge des tâches domestiques, de la charge mentale, etc). Cette année, la grève féministe, avec la perspective de la grève reconductible, peut devenir une grève générale féministe.

Pour faire reculer le gouvernement, nous devons faire converger toutes les forces! À partir du 7 mars, il faut organiser le blocage du pays. Le lendemain, 8 mars, nous devons mettre en avant le rôle essentiel que jouent les femmes dans la société et les conséquences pour elles de la réforme des retraites. Ce jour-là nous pouvons bloquer une nouvelle dimension de l'économie, celle liée au travail de reproduction qui reste largement invisibilisé. 7 mars, 8 mars... on arrête tout, on bloque tout, jusqu'au retrait total!

INTERNATIONAL FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE PARTOUT!

En mars 2023, les femmes jouent un rôle de première importance dans plusieurs pays du monde. Ce n'est ni nouveau ni exceptionnel, mais il faut toujours le souligner pour montrer à quel point les luttes des femmes font partie intégrante de la lutte pour changer, pour révolutionner la société. Sans l'action des femmes la société s'arrête.

Dans la guerre qui dure depuis un an, provoquée par l'invasion atroce de l'Ukraine par les troupes russes sous les ordres de Poutine, les Ukrainiennes participent à la résistance sous toutes ses formes.

En Ukraine, en Russie

Les femmes servent et combattent dans presque toutes les formations militaires d'Ukraine, dans les forces armées et la garde nationale. Avant l'invasion, l'armée ukrainienne était déjà féminisée à 13% et l'est aujourd'hui à 25%. Dans la multitude de réseaux qui organisent la vie quotidienne dans le pays occupé et en guerre, les femmes jouent évidemment un rôle de premier plan : soutien aux forces armées, aide humanitaire et médicale, éducation des enfants, etc. La résistance à l'invasion ne pourrait pas continuer sans les femmes.

En même temps, les féministes russes — tout comme les femmes des comités des mères et familles des soldats —, constituent une des forces visibles dans l'opposition à la guerre en Russie même, et cela malgré la répression féroce.

En Iran, en Turquie

Les femmes iraniennes et kurdes, qui se sont soulevées en protestation contre la mort de Jina Mahsa Amini à la suite de son arrestation par la police des mœurs, ont été l'étincelle qui a fait exploser un mouvement de protestation et de revendications dans tout le pays. Pas seulement sur le droit des femmes de s'habiller et de vivre leurs vies comme elles l'entendent, mais pour la démocratie à tous les niveaux et dans toute la société, c'est-à-dire une véritable révolution. Ce mouvement continue malgré un niveau très élevé de répression avec arrestations, emprisonnements et exécutions. En Turquie les réseaux féministes étaient parmi ceux qui se sont immédiatement organisés pour aider les victimes des terribles tremblements de terre pendant que le gouvernement corrompu d'Erdogan, responsable de l'échec du désastre, traînait à réagir.

En Europe

Dans plusieurs pays européens — la France, la Grande-Bretagne, le



Portugal, l'Espagne, le Danemark — d'importants mouvements de protestation ouvrière sont en cours ou se dessinent, sur les questions de salaire, de retraite, de conditions de travail. Dans tous ces mouvements, les femmes sont encore une fois une force essentielle : par la mobilisation des secteurs féminisés (l'enseignement, la santé) et par les actions féministes qui soulignent comment les injustices économiques et sociales pèsent toujours plus lourdement sur les femmes.

Le droit de choisir, le droit à l'éducation : vers un mouvement unitaire et international

En même temps que les femmes se battent en première ligne dans toutes ces circonstances, elles continuent à subir l'oppression patriarcale millénaire : rôle non reconnu ou relativisé, invisibilisation de leurs revendications, mais également utilisation des violences sexuelles comme méthode de répression notamment par l'armée russe en Ukraine ou la police iranienne... Nous pensons particulièrement aux femmes et filles d'Afghanistan qui sont de plus en plus exclues de toute la vie sociale et surtout l'éducation. La grande bataille pour le droit des femmes de choisir de faire des enfants quand elles veulent a connu l'année dernière des avancées importantes, comme au Mexique, mais également des défaites, comme aux États-Unis. Heureusement cette dernière a provoqué une certaine réaction électorale et des lois au niveau des États.

Les femmes continueront à se battre comme elles l'ont toujours fait. Les mouvements féministes et de femmes constitueront toujours un élément central de tout mouvement qui se bat pour de véritables changements dans la société, parce que les femmes ont tout intérêt à changer la société de classes capitaliste et patriarcale. Nous contribuons au niveau national, mais aussi en tissant les liens avec les mouvements des autres pays, à la construction d'un mouvement fort, unitaire et international qui porte les revendications des femmes jusqu'au bout.

VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES CONTRE LES RAPPORTS FORCÉS, CONSTRUISONS LE RAPPORT DE FORCES!

Parfois nous avons la sensation que nous avons déjà tout dit. Nous avons dénoncé les violences avec #MeToo, nous avons balancé les porcs, nous avons hurlé « pas une de plus » chaque 25 novembre.

Nous avons parlé des viols que nous avons subis, parfois enfant (#MeTooInceste), souvent dans nos couples (#JeNaiPasConsenti). Nous avons crié les noms des femmes mortes sous les coups et nous avons soutenu celles qui avaient tué pour ne pas mourir. Nous avons dénoncé l'incompétence de la police avec #DoublePeine, nous avons dénoncé les violences dans les partis et dans les syndicats avec #RelèveFéministe. Nous avons dénoncé les violences gynécologiques avec STOPVoG, nous avons aussi parlé de celles vécues dans les bars (#BalanceTonBar), nous avons lutté contre la représentation des viols en internat de médecine, et des viols d'enfants dans les bandes dessinées.

Dans le monde, un tiers de femmes victimes de violences

Nous avons témoigné, nous avons parlé des violences physiques, morales, psychologiques mais aussi sociales et économiques partout où elles se déploient, dans les transports en commun, dans la rue, dans nos écoles, sur nos lieux de travail. Nous avons dénoncé les violences qui se multiplient en s'additionnant encore contre les femmes trans, lesbiennes, handies, racisées. Nous avons analysé ces violences, nous avons

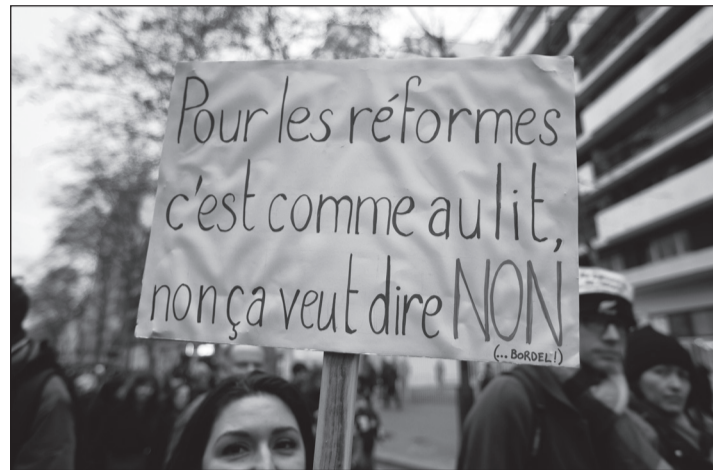


PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

expliqué leur rôle dans un système de domination patriarcale qui vise à nous exploiter, à tirer le maximum de profits, à écraser en nous tout sentiment de révolte, à nous diviser. Nous avons proposé des solutions, nous avons chiffré les besoins, nous avons formé, nous avons écrit.

Plus personne ne peut faire semblant d'ignorer la situation dans laquelle nous sommes tous et toutes collectivement : dans le monde, une femme sur trois subira des violences.

Parler de ces violences, se répéter encore et toujours, c'est avoir la conviction que les choses peuvent changer. En fait, c'est bien simple : les choses doivent changer. Premièrement parce que

vivre dans cette société patriarcale est insupportable et intolérable mais aussi parce que le backlash (retour de bâton) réactionnaire et masculiniste a déjà lieu. Le dernier rapport du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes nous le confirme : le sexisme ne recule pas, mais certaines de ses manifestations les plus violentes s'aggravent. La surmédiation du procès de Johnny Depp, que son ex-compagne Amber Heard accusait de violences et de viol en est aussi une manifestation. La vague écœurante de soutien à Johnny Depp a été comme un rappel à l'ordre patriarcal dans le monde entier. Dans le même temps, les stages masculinistes poussant les

hommes à développer « tout leur potentiel de dominant » se multiplient et trouvent un public chez ceux qui voudraient maintenir l'ordre établi et les inégalités.

Droit à une retraite des vivantes et à vieillir sans coups

Manifestement les choses ne changeront pas toutes seules, cela ne pourra être que le produit d'un rapport de forces. Lorsqu'un système de violence est ancré aussi profondément, le déraciner demande une unité militante et combative. Il faut donc construire dès que nous en avons l'occasion les associations et organisations féministes, y compris construire au sein de nos partis et de nos syndicats les structures pour nous libérer de l'oppression patriarcale. C'est tout ce travail de fond et toutes ces mobilisations qui nous permettront ensemble de construire un mouvement féministe de masse capable de renverser le système parce qu'abolir les violences sexistes et sexuelles nécessite une transformation révolutionnaire de la société. C'est la raison pour laquelle ce 8 mars, en pleine bataille contre la réforme des retraites, peut et doit aussi avoir une portée contre les violences : oui, nous militons pour le droit à une retraite des vivantes, pour le droit à vieillir, sans mourir sous les coups.

THÉORIE «FÉMINISME OCCIDENTALISTE» OU «CRITIQUE DU GENRE»: L'EXTRÊME DROITE EN EMBUSCADE

Le mouvement féministe fait aujourd'hui preuve d'une grande vitalité, et celle-ci attise la convoitise. La droite et l'extrême droite cherchent parfois à s'infiltrer dans nos mobilisations en s'appuyant sur les clivages propres au mouvement féministe, aux désaccords historiques vieux parfois de plusieurs décennies, en les détournant pour qu'ils servent de caisse de résonance à leurs idées nauséabondes.

L'émergence du mouvement #MeToo a été une occasion pour l'extrême droite de marteler sa rhétorique raciste selon laquelle les hommes migrants (en particulier musulmans) seraient plus violents que les hommes blancs. Ces discours sont les refrains récurrents du collectif Némésis, qui se définit comme « féministe identitaire », ou encore de Bellica qui se réclame d'un « féminisme occidentaliste » et qui défend sur son site internet que « la liberté des femmes est indissociable de la grandeur civilisationnelle de l'Occident ». Ces deux groupes entretiennent des liens publics avec des organisations et des figures d'extrême droite, comme Éric Zemmour, Damien Rieu, Renaud Camus...

Bien qu'ils restent marginaux, leurs idées infusent chez certaines féministes universalistes. C'est le cas par exemple de Christine Le Doaré, ancienne présidente de SOS Homophobie et militante historique de la Maison des femmes à Paris, qui ne tarit pas de critiques envers les « néo-féministes » qu'elle accuse de faire le jeu de l'islam politique¹.

Discours essentialistes et transphobie

Une autre composante particulièrement perméable aux idées de droite — voire d'extrême droite — est la tendance autoproclamée « gender critical » (« critique du genre » en français). Leur conception consiste à réduire les catégories femmes-hommes à une définition strictement biologique, immuable et indépassable : les femmes sont des femmes uniquement parce qu'elles ont un utérus et une paire de chromosomes X. Cela s'inscrit en totale contradiction avec nos théories, marxistes et matérialistes, qui analysent la domination en termes de rapports sociaux, donc dynamique et soumise à l'évolution des rapports de (re)production dans le temps. Derrière le réductionnisme biologique des « critiques du genre » se trouve encore une fois l'un des points de clivage du féminisme contemporain : la question des personnes trans et leur place dans les mobilisations féministes.

Les féministes « critiques du genre » et la droite

Ces féministes sont structurées au sein d'un réseau international, la WDI — Women's

Declaration International (en français Déclaration des droits des femmes fondée sur le sexe biologique) qui est également le nom d'un texte manifeste revendiquant plus de 34 000 signatures individuelles ainsi que plusieurs centaines de signatures collectives. Parmi les groupes français qui ont signé l'appel et dont le logo figure fièrement en page d'accueil du site, on trouve... Bellica.

Si la WDI se présente comme un réseau progressiste, sa cheffe de file, Sheila Jeffreys, conseille de faire preuve de souplesse. Dans une vidéo sur les collaborations envisageables entre les féministes et la droite, elle déclare que « dans les situations d'urgence, les féministes auront parfois à faire des compromis avec qui elles travaillent d'une façon ou d'une autre »². L'un des exemples les plus édifiants de ces « compromis » est sans aucun doute celui du Women's Liberation Front étatsunien qui s'est vu octroyer en 2017 des subventions à hauteur de 15 000 dollars en provenance d'un fonds conservateur ultra-religieux dans le cadre d'une campagne antitrans commune au sein des universités américaines.

Face à l'extrême droite : vigilance et résistance!

Pour l'instant, les liens les plus évidents entre féminisme « critique du genre » et extrême droite sont encore cantonnés au monde anglo-saxon. Si on ne peut pas affirmer que la situation aux États-Unis préfigure ce qu'il va se passer ailleurs, des indicateurs existent. La nouvelle proximité entre certains groupes féministes universalistes, réunis au sein du Front féministe, et Ypomoni (succursale de l'Observatoire de la Petite sirène, une organisation proche du Printemps républicain et de la Manif pour tous) est à ce titre préoccupante. Notre tâche de révolutionnaires est de dévoiler le visage de l'extrême droite quel que soit le masque derrière lequel elle se cache. Féministes et antifascistes, tant qu'il le faudra!

1 — Voir notamment sa tribune « Pride des banlieues: Le mouvement LGBT est débordé par un identitarisme radical », publiée le 3 juin 2022 dans *Marianne*.

2 — « In situations of emergency, feminists will have to sometime work out who they're prepare to work with in one way or another », issue de la vidéo Sheila Jeffreys & Linda Bellos Discuss Feminism Left vs Right politics, disponible sur la chaîne Youtube de la Women's International Declaration.

FLEURY MICHON Non à la fermeture de l'usine de Plélan-le-Grand!

Avec des bénéfiques nets de plus de 4 millions, Fleury Michon n'est visiblement pas une entreprise en grande difficulté, quoi qu'en disent leurs dirigeants pour se justifier. Que l'on ne s'y trompe pas, si Fleury Michon ferme l'usine de Plélan-le-Grand (35), c'est pour maintenir les profits des actionnaires de ce groupe coté en bourse.

Il est inacceptable qu'une entreprise puisse supprimer une usine au nom d'un prétendu « Plan de sauvegarde de l'emploi ». Le groupe doit assurer la continuité du salaire et du contrat de travail de ses salariéEs, le financement de cette mesure devant être garanti par le patronat de la branche concernée. Pas unE salariéE ne doit rester sur le carreau.

Ouverture des livres de comptes et contrôle des travailleurEs

Le NPA se prononce pour l'interdiction des licenciements, pour l'ouverture des livres de comptes, la mise à plat des choix budgétaires du groupe, la mise sous contrôle de l'entreprise (quitte à réquisitionner l'usine) de Plélan par les travailleurEs du site.

L'outil de travail, préservé et contrôlé par les travailleurEs, doit alors être mis au service de la reconversion vers une autre production, de qualité, tenant compte des limites de la planète. Qui d'autre que les salariéEs de l'entreprise est en mesure de dire ce que pourrait être une production correspondant aux besoins sociaux de la population, et non aux exigences du marché mondialisé?

Cette reconversion pourrait être un pas vers une refonte de la filière agroalimentaire, rompant avec cette société qui sacrifie les humains et la nature au profit de quelques-uns, qui détruit l'emploi paysan, ravage l'environnement, mène la vie très dure aux paysanEs et aux salariéEs des usines, qui engendre l'exploitation des animaux et génère une souffrance animale de masse.

Il est temps de se mobiliser ensemble, travailleurEs industriels et de la terre, pour mettre en discussion une alternative autour de la construction de la sécurité sociale de l'alimentation.

CorrespondantEs

JEUNESSE Le blocage, un outil puissant au service de la mobilisation et de ses rythmes

De la lutte contre le contrat de première embauche (CPE) en 2006, en passant par celle contre la loi travail en 2016 et les réformes du bac-Parcoursup en 2018, le blocage est le marqueur régulier des mobilisations sur les facts et les lycées.

C'est un outil, un levier et non une fin en soi. Il doit être interrogé au regard des derniers mouvements et de l'actuelle mobilisation sur les retraites. À défaut d'arriver à mobiliser et à élargir sur le fond, la question du blocage est à nouveau au centre de la médiatisation du mouvement de la jeunesse, faible à ce stade.

Parcoursup ou le désaveu du blocage?

La mobilisation contre Parcoursup, avant tout défensive, a été une défaite dure. Des blocages ont eu lieu dans peu d'endroits. Pendant la mobilisation du CPE, une quarantaine d'universités avaient vu leur assemblée générale voter la grève et jusqu'à 370 lycées avaient été bloqués en une seule journée. Mais on a vu aussi des étudiantEs de tous bords s'élever contre le blocage aussi bien pendant le CPE que pendant le mouvement contre Parcoursup. Ce dernier mouvement n'a pas bénéficié d'un rapport de forces suffisant et n'a pas débouché sur une victoire. Si bien que les équipes militantes en sont ressorties usées, souvent rejetées par le reste de la communauté universitaire et n'ont pas pu transformer dans la foulée les expériences théoriques et pratiques de cette lutte en base solide d'un renouveau du mouvement étudiant.

Le début de mouvement actuel ne fait pas l'économie du débat habituel qui pose les questions suivantes : comment défendre l'accès au savoir pour toutEs



Cortège à Montpellier en février 2023. NPA

et bloquer les établissements ? comment massifier si on ferme nous-mêmes les établissements ? De nouvelles questions se posent. Premièrement, le mouvement, pour apparaître utile et légitime et massifier, doit s'appuyer sur des axes revendicatifs solides, autour desquels regrouper. Ils doivent concerner la jeunesse sur ses conditions de vie propres pour les lier à la question de la retraite. En second lieu, les directions d'établissement et la police ont appris : les fermetures préventives doublées de cours en visio et les intrusions policières placent la barre haut. Les contre-mesures

et la répression sont à notre désavantage. La poignée de blocages actuels ne peut pas faire émerger un mouvement étudiant et lycéen puissant sans une structuration syndicale solide ou des pratiques d'auto-organisation à une échelle significative. L'exemple de Rennes-2, bloquée assez tôt dans le mouvement, l'illustre bien : une frange minoritaire de l'AG, impatiente, a décidé de manière isolée d'envahir, le 8 février, le meeting unitaire sur la ville. Conduisant à son annulation et à une forte division dans le mouvement social rennais. Espérons de manière passagère.

Le 7 et le 8 mars comme boussole

Alors que les vacances ont été peu propices à se mettre en mouvement comme l'illustrent le nombre d'établissements mobilisés le 16 février, la perspective de la journée du 7 mars comme « journée noire » et celle du 8 mars comme début de reconductible, posent aux assemblées générales la question du blocage : pourquoi ? maintenant ou plus tard ? Libérer le temps des jeunes et du personnel pour se mobiliser ? S'affronter à l'ordre universitaire bourgeois ? S'affronter directement à l'État ?

Au-delà, la question que beaucoup se posent est comment bloquer l'économie le 7 et le 8 mars si on n'est pas dans un secteur stratégique ? Tous les secteurs sont stratégiques ! Il ne s'agit pas que d'un blocage économique mais aussi d'un affrontement politique. Une manière de s'affronter à l'ordre universitaire bourgeois et à l'État serait de mettre en lumière le fait que les penseurs de cette réforme sont pour beaucoup issus de ces universités, fondus aujourd'hui dans le capitalisme. L'autre aspect de cette bataille est évidemment revendicatif : la retraite à 60 ans et une année d'étude ou une année de stages cumulés doivent compter pour une année de cotisation retraite, sans avoir à être rachetée. Pas un jour de plus, pas un euro de moins ! La jeunesse peut montrer sa force de mobilisation !

Dix Vernet

ANTIFASCISME À Lille, plus de 500 pour réclamer la fermeture du bar identitaire La Citadelle

Le 24 février, plus de 500 personnes se sont réunies sur la Grande Place de Lille pour un rassemblement contre La Citadelle (un bar fasciste tenu par Aurélien Verhassel, ancien militant de Génération identitaire proche de Marine Le Pen).

Le même jour, le bar avait programmé une soirée raciste intitulée « Qu'ils retournent en Afrique ». L'appel au rassemblement a été lancé par une interorgas antifasciste locale regroupant entre autres le Comité des sans-papiers, la Jeune garde, l'AFA, la LDH, l'Offensive, Alternatiba, Solidaires, la CGT, le NPA, la JC, FI, EÉLV, l'UCL, RP...

Rassemblement et apéro festif

Les manifestantEs étaient essentiellement des jeunes parmi lesquels se trouvaient les militantEs des Jeunesses anticapitalistes du NPA. C'est une vraie réussite pour ce rassemblement qui a dû être organisé très rapidement au milieu de la période des vacances scolaires et universitaires. La jeunesse a contribué au dynamisme et à la combativité de l'événement avec chants, slogans, sauts, fumigènes, torches, percussions et bien sûr prises de parole.

Le député Carlos Bilongo, victime des propos racistes tenus à l'Assemblée nationale qui ont inspiré à Verhassel le thème de son immonde soirée, a été très vivement applaudi. Pour sa part, le NPA a souligné l'importance de la victoire du mouvement social en cours (et de la grève générale à compter du 7 mars) dans la lutte contre l'extrême droite.

De leur côté, les fachos n'étaient qu'une dizaine, regroupés dans un bar. C'était très loin de ce qu'ils avaient annoncé, pour notre plus grande joie. À la fin du rassemblement certainEs sont partiEs en manifestation sauvage pour rejoindre le local de l'Offensive pour un apéro antifasciste au rythme des musiques africaines, un beau contrepied à la soirée haineuse de Verhassel. L'impunité pour les fascistes ne se termine malheureusement pas ici : le tribunal administratif de Lille vient d'annuler la décision de la mairie de fermer le bar. Notre combat antifasciste continue !
Olympe Louise

IRSN Macron et toute la filière nucléaire hors de contrôle

Un accident nucléaire majeur, comme Tchernobyl ou Fukushima, a des effets sur d'immenses territoires, par-delà les frontières. Son ampleur et son extrême gravité, difficilement quantifiables, font qu'aucune compagnie n'en assure le risque. C'est l'État via son expert technique, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), qui contrôle les installations nucléaires (conception, construction, exploitation, démantèlement) et le suivi de la radioprotection.

On comprend pourquoi la suppression de l'IRSN, décidée le 3 février par Macron, inquiète les médias et au-delà. Cette mesure s'inscrit dans la loi « d'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires », prévue en mars. Pourtant, avec ses 5 ministères de tutelle (industrie, défense, environnement, recherche, santé) et son directeur général nommé par décret, l'IRSN n'a jamais été « indépendant ». En témoignent ses avis techniques « publiables » (c'est-à-dire autocensurés) ou ses mesures de radioactivité qui minimisent les risques. Et ses rapports d'expertise sont souvent jugés gênants pour la filière nucléaire, au point d'être caviardés (passages noircis) pour les rendre illisibles. Les maillons clés de la relance du nucléaire (EPR, prolongation des vieux réacteurs, décharge radioactive Cigéo, piscine de Mox usagés à La Hague...), techniquement plombés, sont dans le viseur de l'IRSN.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / BABAR.

Macron a donc décrété son démantèlement : un morceau à l'ASN, chapeauté par 5 commissaires (3 nommés par Macron, 2 par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat), le reste au CEA (commissariat à l'énergie atomique) — qui se contrôlera lui-même — et au fumeux délégué à la

Sûreté nucléaire de défense (opacité garantie).

500 grévistes le 20 février et 600 manifestantEs devant le ministère

Informés par vidéo, ses 1750 salariéEs ont découvert qu'un « chargé de démantèlement » était recruté pour s'occuper de leur cas.

Le 20 février, à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC, 500 d'entre eux étaient en grève sur les 9 sites, et 300 autres ont manifesté en prenant sur leurs congés. Une centaine de grévistes ont bloqué l'entrée du CEA de Cadarache.

À Paris, 600 travailleurEs ont manifesté devant le ministère de la Transition écologique. Une colère jamais vue : nouvelle grève le 28 février ! Loin de « fluidifier les processus », cette mesure va gripper la filière et accentuer la menace d'accident nucléaire. Plus que jamais, le principal facteur de risque, c'est Macron !

Commission nationale écologie

ÉDUCATION **Mettre les écoles à l'arrêt le 7 mars et les jours suivants**

Avec des chiffres de grève et de participation aux manifestations très importants, en particulier le 19 janvier, la participation des personnels de l'éducation à la lutte contre la réforme des retraites n'est plus à démontrer, même si le secteur semble encore douter, à tort, du rôle qu'il peut jouer pour gagner contre Macron.

Même si pour la grande majorité des profs, dans le calcul actuel de la retraite, il faudrait aller jusqu'à 67 ans voire plus pour avoir une retraite complète, le rejet du recul de l'âge de départ de 62 à 64 ans est tout aussi profond qu'ailleurs. Il est l'expression d'un ras-le-bol qui englobe aussi la dégradation des conditions de travail, en accélération ces dernières années. Et les annonces de NDiaye, qui place sa politique dans la lignée de son prédécesseur, augmentent encore ce ras-le-bol. L'augmentation annoncée de 10 % pour touTEs s'éloigne chaque jour un peu plus tel un mirage dans le désert, et les déclarations sur le « pacte » montrent qu'il s'agit bien de dépoussiérer la vieille arnaque du « travailler (beaucoup) plus pour gagner (un peu) moins ». À ce jeu-là, on peut se demander si le ministre n'a pas surestimé la capacité d'encaissement d'une profession déjà largement pressurée.

Ancrer la grève reconductible dans les faits

Pour toutes ces raisons, le 7 mars a d'ores et déjà toutes les chances



Dans le cortège, le 31 janvier 2023. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

d'être une journée très forte dans l'Éducation nationale. L'enjeu maintenant est de voir au-delà, afin de vraiment déstabiliser la machine macronienne. Cela passe par l'impulsion d'une grève reconductible, dès le 8 mars qui a une signification très forte dans une profession aussi féminisée, mais aussi le jeudi 9 avec la jeunesse, afin d'ancrer la grève reconductible dans les faits, aux côtés d'autres secteurs comme les transports. Il y aura pour cela quelques blocages à dépasser dans les jours qui viennent. La colère est présente, mais la conviction que l'on

peut gagner et, surtout, que les travailleurs de l'Éducation ont le pouvoir de jouer un rôle déterminant dans le mouvement est encore largement à construire. Convaincre que nous pouvons gagner passe par la reconstruction d'une capacité d'action en partant du plus concret comme les banderoles d'établissement, les affiches, les tracts locaux, jusqu'aux AG de lutte. Cela se fera aussi en reliant cette lutte à celles qui nous ont permis de gagner par le passé. En 1995, en 2006 et en 2019, nous les avons fait reculer ! Ainsi qu'en s'inspirant

des luttes victorieuses contre les expulsions d'élèves sans-papiers qui ont largement mobilisé les écoles avec des occupations.

L'Éducation nationale peut être un secteur « bloquant »

La période du confinement a fait la démonstration claire et sans appel de l'impact dans la société d'une fermeture des écoles, mais aussi des collèges et des lycées. Au-delà, le maillage des quartiers par nos établissements et la concentration de travailleurEs que nous représentons à cette échelle permettent d'envisager une territorialisation des actions de blocage et de visibilisation dans le sens d'une « gilet jaunisation » de la mobilisation (blocages et tractages aux ronds-points, réunions publiques de quartier en lien avec les parents, occupations d'écoles pour en faire des lieux d'organisation, etc.). Après cinq ans d'un Blanquer autoritaire qui a imposé sa loi, les profs, et plus largement tout notre camp social, nous avons besoin d'une victoire afin de retrouver la confiance dans notre propre force. En 2023 c'est possible !

Raphaël Alberto et William Daunora

CARHAIX L'extrême droite ne fera pas taire la presse bretonne

Plus de 600 personnes se sont rassemblées samedi 25 février à Carhaix (29) en soutien à la rédaction de l'hebdomadaire du Kreiz Breizh (Centre Bretagne) le « Poher », harcelée et menacée de mort par des individus dont on ne peut ignorer l'idéologie fasciste.

Petit florilège : mercredi 8 février, vers 18 h, le téléphone sonne à la rédaction du *Poher*. La personne chargée de l'accueil décroche. Une voix masculine demande à parler au rédacteur en chef, Erwan Chartier, et ajoute : « À quelle heure je peux passer lui mettre une balle dans la tête ? » Avant de raccrocher, l'individu menace du même sort la salariée. Déjà, le 10 février, Erwan Chartier avait reçu un mail : « On va te crever et te jeter dans une fosse avec les négros que tu aimes tant ». Et pour finir, lundi 20 février un appel anonyme affirmait qu'une bombe avait été placée dans les locaux du journal.



Rassemblement unitaire et antifa à Carhaix le 25 février 2023. NPA

De Callac à Carhaix

Objet de la haine de la fachosphère, ces journalistes, ainsi qu'une consœur de France 3, avaient eu l'outrecuidance de parler du projet « Horizon », celui de la municipalité de Callac (22) d'installation et d'insertion de familles de réfugiéEs (voir *L'Anticapitaliste* n° 645, 19/01/2023). Déjà, à l'automne, l'extrême droite nationale, Reconquête en tête, suivie d'élus RN, s'était déchaînée contre ce projet, agitant la menace du « grand remplacement », multipliant mensonges, menaces et calomnies sur ses réseaux, mettant au pilori les élus porteurs de ce projet. Malgré la mobilisation antiraciste qui s'était exprimée, la ville annonça le retrait de son projet.

No pasaran

Samedi 25 février, plus de 600 personnes sont venues à l'appel du Club de la presse de Bretagne, des syndicats de journalistes, des syndicats CGT, FSU, Solidaires regroupés dans l'associations Visa (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes), ainsi que des organisations politiques, le PCF, Jeunes socialistes, EÉLV, UDB, FI, comités Antifa, et une délégation fournie et très visible du NPA 29, dont le soutien sans faille a été cité par le rédacteur en chef du *Poher*. Par la voix des diversEs orateurEs, ils et elles ont réaffirmé la nécessité de s'opposer frontalement et de façon déterminée à l'offensive fasciste et xénophobe, qui dans le pays comme en Europe se développe sous couvert de dédiabolisation. Une gavotte militante a capella clôturé le rassemblement. Le même jour, plus d'un millier de militants antiracistes se retrouvaient à Saint-Brévin (44) pour contrer une manifestation (ratée) à l'appel de l'extrême droite contre le projet d'installation d'un Cada (Centre d'accueil des demandeurEs d'asile). No pasaran !

CorrespondantEs 29

MÉDECINE « Nous préconisons un service public de santé de proximité »

Entretien. À la suite de la journée de mobilisation des médecins généralistes du 14 février, nous avons demandé à **Ismaël Nureni Banafunzi**, médecin généraliste en maison de santé à Paris, membre du SMG (syndicat de la médecine générale) de nous expliquer pourquoi son syndicat n'a pas soutenu la grève.

Le 14 février, entre souffrance et solutions libérales, les généralistes étaient en grève...

Oui, assez massivement. Nos confrères sont en souffrance, en première ligne, à travailler plus de 50 heures par semaine, sans parler du temps administratif ou passé à la coordination des soins, l'appel des patients, avec de grandes difficultés face aux injonctions administratives de la Sécu et un sentiment d'abandon. Mais le SMG n'a pas soutenu cette grève, car les syndicats libéraux l'ont tournée vers l'augmentation de la consultation à 50 euros, ne parlent que de l'exercice libéral, oublient les autres professions de santé. Avec un revenu mensuel moyen à 7 000 euros — je parle bien de revenus — les médecins ne sont pas en souffrance économique. D'autant que si le tarif de la consultation a peu bougé, il y a eu des revalorisations, à travers les forfaits Sécu, des appâts financiers pas vraiment dans l'intérêt premier des patients d'ailleurs. Demander le doublement des consultations, au moment où la population a des difficultés financières, que les CHU sont victimes de l'austérité, cela ne tient pas la route. Tout cela sur fond de négociation conventionnelle qui fixe entre médecins et Caisses, tous les cinq



ans, les tarifs des consultations. Les syndicats libéraux ont exploité les exigences du groupe Médecins pour demain, né sur Facebook, qui porte la demande de la consultation à 50 euros, la menace d'un déconventionnement massif. Des syndicats libéraux responsables de l'impasse d'aujourd'hui. Hier le numerus clausus responsable des déserts médicaux ; aujourd'hui l'opposition aux pratiques pluri-professionnelles de santé, alors qu'il faut absolument un exercice coordonné qui dépasse la médecine libérale.

Ces syndicats sont-ils vent debout contre la délégation de tâches aux IPA (infirmierEs en pratique avancée) ?

Les IPA, pourquoi pas. Cela peut être le meilleur ou le pire modèle. On nous a vendu cela dans une logique de chiffres : plus vite, plus de patients, plus de revenus. Des techniciens du soin, niant la dimension humaine, l'exigence de temps. Mais dans une logique de coordination, de formation, de santé communautaire, c'est-à-dire avec les populations, de démocratie sanitaire, les IPA ont toute leur place.

Que propose le SMG, entre médecine libérale et projets de la macronie de rentabilisation de la médecine de ville ?

Il faut sortir du paiement à l'acte, un système financier consumériste. Il faut favoriser la prise en charge

ou forfait sans doute, mais surtout une organisation territoriale de santé autour d'une vraie coordination de tous les professionnels de santé, centrée sur le soin, la prévention, et surtout la démocratie sanitaire ; une organisation territoriale de santé avec les patients et les habitants bien sûr. Loin des réponses gouvernementales qui plébiscitent les solutions de dérégulation autour de la télé-médecine ou des SAS, services d'accès aux soins, qui dénaturent le système de « soins non programmés », ou les CPTS, les communautés professionnelles de territoires, aux échelles gigantesques, nous préconisons un système de santé ambulatoire devenant un vrai service public de santé de proximité. Car le centre de santé, avec son modèle salarié, n'est pas en soi une garantie. Des centres de santé municipaux contraignent à faire du chiffre, comme ceux du groupe Ramsay qui rachète des centres de santé avec une logique de rentabilité. Les notions de service public, de service à la population, de prise en charge 100 % sécu, de démocratie sanitaire — une notion très importante — avec les usagerEs qui s'emparent des questions de santé sur leur territoire, sont au centre de nos réflexions.

Propos recueillis par Frank Prouhet

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveauPartiAnticapitaliste.org

Meetings unitaires**De l'enthousiasme pour aller jusqu'au bout à Caen**

Jeudi 16 février, 300 personnes ont rempli la salle de réunion prêtée par un syndicat CGT de l'agglomération de Caen pour un meeting unitaire des partis de la Nupes, du NPA, d'Ensemble et du PG.

Le meeting avait été préparé de longue date par des distributions de tracts notamment dans les manifestations qui se sont succédé depuis le 19 janvier, dans un point fixe où les partis sont regroupés derrière une banderole commune. À la tribune, au côté des orateurs et oratrices de six autres partis qui se sont tous prononcés pour le retrait pur et simple du texte du gouvernement, le NPA était représenté par Christine Poupin, porte-parole nationale. Son intervention, pour le retour à 60 ans et aux 37,5 annuités de cotisation, pour une grève durable s'appuyant sur les appels des 7, 8 et 9 mars, a été parmi les plus applaudis. Elle a aussi insisté sur le choix de société que représentaient les retraites, mis en garde contre le RN « toujours en embuscade », et a plaidé pour regrouper celles et ceux qui veulent « solder les comptes » après des années de recul, pour offrir des perspectives anticapitalistes, en commençant par « reprendre tout ce qu'ils nous ont volé ». Dans la salle, beaucoup espèrent en effet qu'une défaite de Macron sur les retraites mettra un coup d'arrêt au rouleau compresseur des contre-réformes. Après, il y aura les salaires, l'égalité femmes-hommes, les services publics... Et si la défaite de Macron était, pour notre camp social, un début ?

UniEs jusqu'au retrait de la réforme

L'intersyndicale départementale était invitée à s'exprimer, mais seules la FSU et la CGT sont montées à la tribune pour délivrer un message de confiance en la mobilisation qui s'amplifie. Les organisations syndicales ont rappelé le calendrier de la mobilisation et l'impérieuse obligation de durcir le mouvement, en pointant, pour la CGT, la nécessité de reconduire des grèves à partir du 7 mars pour ébranler le gouvernement. En fait, « être plus obstinéEs que ceux d'en face », rester uniEs et ne rien lâcher jusqu'au retrait. Un message 100% capté par un public enthousiaste, uni, qui sent bien la force de la mobilisation et qui croit cette fois en la victoire. Le meeting s'est terminé par des « On est là, même si Macron ne le veut pas », et des « Grève générale » prometteurs pour ce mois de mars.

CorrespondantEs



DR

À Lyon, recharger les batteries pour une lutte qui va durer

À l'initiative notamment du NPA et de LFI, un collectif d'associations, de partis et bientôt, espérons-le, de syndicats s'est monté à Lyon pour lutter contre la réforme des retraites. Il a réuni en meeting plus de 300 personnes le 21 février.

La forte participation d'Alternatiba, d'Attac et de la Jeune garde a permis une grande campagne de tractages et sur les réseaux sociaux. Ce 21 février est donc succès, car ce meeting fait suite à celui organisé 10 jours avant par la Nupes et il a permis de montrer la complémentarité entre les organisations.

Une contre-réforme productiviste et sexiste

Tatiana Guille d'Alternatiba a parfaitement démontré que la lutte contre le report de l'âge légal du départ à la retraite est politique. Qu'allons-nous produire pendant deux ans de plus, si ce n'est de la pollution ?

Christine Jakse du Réseau Salariat nous a rappelé la force de la cotisation sociale et le caractère patriarcal de la définition du travail utilisé pour calculer les pensions. En effet, les femmes travaillent (dans l'emploi et à la maison) en moyenne 3 heures de plus par semaine que les hommes, qui touchent pourtant une retraite plus élevée !

Les témoignages d'un lycéen et d'une AESH (accompagnante d'élèves en situation de handicap) ont mis en lumière leurs luttes et la répression subie.

Les députés de LFI ont expliqué leur rôle à l'Assemblée nationale et mis en lumière la proximité de Renaissance et du RN !

Blocage le 7 mars et après

Notre porte-parole Christine Poupin a probablement gagné à l'applaudimètre par la clarté de son propos, renouant avec les grandes luttes du passé de 1917, de 1995 et en appelant au blocage le 7 mars, mais aussi le 8 mars pour la grève féministe et le 9 et... jusqu'à la victoire !

Lou Chesné d'Attac a rappelé l'ensemble des cadeaux fiscaux et sociaux faits au patronat par Macron, qui dépassent largement les 12 milliards du prétendu déficit du régime des retraites.

Raphaël Arnault de la Jeune garde, très ému, a dit aux jeunes



DR

militantEs combien ce combat allait les marquer, qu'il était déjà un succès par le nombre dans les premières manifs. Il a aussi rappelé que c'était l'occasion de faire tomber le masque de l'extrême droite, qui se prétend sociale, alors qu'elle ne s'oppose déjà plus à la réforme. TousEs nous devons être vigilantEs dans nos manifs et nos

actions, les militants d'extrême droite pouvant être tentés par le coup de poing.

Une belle ambiance, à de nombreuses reprises les intervenantEs ont souligné qu'une victoire était possible si tousEs nous nous y mettons, avec nos voisinEs, nos collègues, nos amiEs. Tous ensemble !

Correspondante

Épinal mobilisée sur les retraites

Plus de 130 personnes ont assisté au meeting organisé par le PCF, ÉELV, GDS, LFI et le NPA le 23 février, ce qui est une première dans les Vosges. L'ambiance était chaleureuse et beaucoup de participantEs saluaient la présence du NPA et de sa porte-parole Christine Poupin.

Les interventions politiques étaient entrecoupées par des interventions syndicales et associatives très combatives : notre camarade Lydia sur les luttes des femmes et celle du représentant d'ATD Quart Monde furent très applaudies.

Notre camarade Christine Poupin, porte-parole nationale, fit une intervention globale concise et largement applaudie. L'auditoire réceptif a bien compris que le NPA était en plein accord pour les luttes unitaires comme celle pour les batailles plus que vitales qui sont devant nous...

Correspondant

Réunion publique**À Avignon, un meeting pour s'organiser**

Plus de 130 personnes étaient réunies à Avignon le 20 février pour la construction d'une force anticapitaliste unitaire et radicale autour de notre porte-parole Philippe Poutou, dont de nombreux jeunes.

La réunion a débuté par l'intervention d'un militant et d'une militante d'une association kurde. Ils ont parlé du séisme et replacé la catastrophe dans son contexte politique et géographique. Ils ont souligné que c'est moins le séisme qui tue que le colonialisme, en raison de la politique d'assimilation menée par le gouvernement turc depuis des années. Un appel aux dons a été lancé en faveur des victimes kurdes du séisme et a permis de récolter de l'argent

qui a été remis au Centre démocratique kurde d'Avignon.

Force du mouvement social

L'actualité marquée par les mobilisations massives contre la réforme des retraites a été l'occasion pour notre camarade Néva d'aborder les questions de racisme et de sexisme qui sont exacerbées par cette contre-réforme : les travailleurEs sans-papiers et les femmes exercent les métiers les plus difficiles, les moins valorisés et les plus

exposés aux accidents du travail alors qu'ils et elles sont les grands perdantEs de cette réforme.

L'intervention de Farid Faryssy, militant de La France insoumise et candidat de la Nupes dans la 1^{re} circonscription d'Avignon, a souligné l'importance de lutter ensemble, dans l'unité, dans la rue, en grève jusqu'au blocage. Il réaffirme la nécessité de poursuivre la construction d'une force unitaire radicale afin de dégager ce capitalisme fasciste qui casse le droit du travail, qui appauvrit

la population qui stigmatise les migrantEs faisant ainsi le jeu de l'extrême droite

Philippe Poutou a souligné le dynamisme des mobilisations qui calme le gouvernement mais également la nécessité de déboucher sur une vague de grèves, jusqu'au blocage. La force du mouvement social peut changer la donne, car elle nous permet de discuter politique, à l'opposé d'un processus électoral : une lutte politique dans laquelle on se pose la question de l'organisation



DR

de la société à l'extérieur d'une séquence électorale. Ce mouvement social pose la question des moyens pour régler nos comptes avec les politiques

successives et interroge les perspectives en faveur de notre camp social. Ensemble, unitairement, la nécessité d'outils politiques et syndicaux est posée, une gauche politique, radicale, de combat pour se confronter à la classe dominante.

Cette réunion publique a été l'occasion de présenter les activités des comités NPA d'Apt et d'Avignon dans un contexte politique marqué par une montée inquiétante de l'extrême droite et le développement de groupuscules fascistes. L'appel lancé à rejoindre nos luttes a favorisé de nouveaux contacts et ouvre de nouvelles perspectives d'action.

Correspondante

**Agenda**

Lundi 6 mars, projection-débat du film *Il nous reste la colère* avec Philippe Poutou, Saint-Denis.

À 20h30 au cinéma l'Écran.

Vendredi 10 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Angoulême. À 19h, MJC de la Grande Garenne, 17, rue Saint-Exupéry.

Vendredi 10 mars, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot, Vierzon. À 19h, salle du Beffroi, rue de la Poterie.

Lundi 13 mars, réunion publique du NPA avec nos porte-parole, Paris. À 19h30, salle de La Bellevilloise, 19-21 rue Boyer, Paris, 20^e.

Jeudi 16 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Poitiers. À 20h, salle Rimbaud, rue Saint-Paul.

Vendredi 17 mars, Rencontres de La Brèche autour de l'économie politique, Paris. Rencontre avec la rédaction de la revue *A-M-A' Contributions à la critique de l'économie politique*, à 19h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Mardi 21 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Nantes. À 20h, salle Jules-Vallès, 15, rue de l'Héronnière.

Jeudi 23 mars, Rencontres de La Brèche avec Joseph Daher, Paris. Rencontre avec Joseph Daher, auteur de *Syrie, le martyr d'une révolution* aux Éditions Syllepse, à 19h, à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e.

1953, la mort de Staline ouvre une nouvelle ère

« Toute la Russie pleurait : à partir de ce jour-là nous avons su que personne ne pensait plus pour nous. » Ces mots du poète khrouchtchévien Evtoutchenko témoignent du choc, mais aussi de la rupture, que la mort de Staline, le 5 mars 1953, constitua pour tous les Soviétiques et le mouvement communiste international.

Dans ses dernières années, Staline craignait tellement d'être assassiné qu'il avait choisi de ne plus dormir au Kremlin où il laissait toute la nuit la lumière allumée dans son bureau, afin de faire croire qu'il veillait en permanence sur le bien-être du peuple soviétique.

Soirée fatale à Kountsevo

Toutefois, lorsqu'il ne séjournait pas dans l'une de ses résidences luxueuses du Caucase, où il résidait la moitié de l'année, le dictateur passait ses nuits dans la datcha ultra sécurisée qu'il avait fait aménager à Kountsevo, à une dizaine de kilomètres au sud-ouest de Moscou.

C'est là que le 28 février, après avoir passé, selon son habitude, la nuit à boire et à manger avec Beria, Boulganine, Khrouchtchev et Malenkov, il se retira peu avant 6 heures du matin dans ses appartements privés, où il ne dormait jamais dans la même pièce — pour des raisons de sécurité.

Khrouchtchev qui, dans les souvenirs qu'il a publiés en 1970, a laissé le récit le plus détaillé des événements, affirme que la maisonnée attendit en vain vers midi, l'heure habituelle du réveil de Staline, que le dictateur sorte de ses appartements. Le personnel et les gardes du corps passèrent l'après-midi derrière les portes, tout aussi inquiets de l'absence de réaction de Staline que terrorisés à l'idée d'entrer sans autorisation dans ses appartements. Il fallut attendre 22 heures pour que les chefs de la sécurité décident courageusement d'envoyer une vieille femme de chambre dans les appartements de Staline. Elle le trouva par terre dans sa bibliothèque : baignant dans son urine, Staline avait tout le côté droit paralysé et gisait sans doute depuis de longues heures dans un état de semi-conscience.

Une lente agonie

Après avoir installé Staline sur un lit, le personnel de Kountsevo prévint Beria, qui leur défendit d'appeler des médecins. D'après Khrouchtchev, Beria, qui en tant que chef de la police savait que Staline avait prévu de le faire prochainement arrêter, avait tout intérêt à ne pas le faire soigner. Il est toutefois possible que Beria ait simplement voulu respecter la phobie que Staline éprouvait envers les médecins, qui l'avait amené à faire arrêter les siens quelques mois auparavant. Au bout d'une dizaine d'heures, il fut toutefois décidé de faire venir des docteurs qui ne surent que faire, si ce n'est prescrire de poser des sangsues au mourant pour réduire sa tension. Beria envoya aussi ses agents interroger dans les prisons les médecins que Staline avait fait arrêter : sur la base de



la description clinique qui leur fut faite, ils expliquèrent qu'il n'y avait plus d'espoir et que la mort était inéluctable. Toujours posé sur son lit, Staline s'asphyxiait lentement, sans recevoir aucun véritable soin. Le 4 mars, Malenkov décida qu'il fallait préparer la population au décès de son dirigeant suprême et la radio annonça à toute la population que l'état du camarade Staline était inquiétant. Le patriarche de Moscou et le grand rabbin appelèrent aussitôt les fidèles à une veillée de prière, avant que le 6 mars, à 4 heures du matin, la radio soviétique n'annonce que « le cœur du compagnon d'armes de Lénine, le porte-drapeau de son génie et de sa cause, le sage éducateur et guide du parti communiste et de l'Union soviétique, a cessé de battre le 5 mars 1953 à 21 h 50 ».

Tragiques funérailles

De nombreux témoignages attestent que l'annonce de la mort de Staline fut accueillie avec des cris de joie dans les camps de travail, qui regroupaient alors 2,5 millions de Soviétiques. Les archives soviétiques conservent aussi les procédures intentées contre plusieurs citoyens, qui furent condamnés à 10 ans de camp pour avoir accueilli avec enthousiasme la nouvelle du décès de Staline. Toutefois, la grande majorité de la population s'attacha à manifester, par prudence ou par sincérité, la très grande douleur que lui inspirait ce deuil. Le corps de Staline fut déposé dans la salle des Colonnes de la

Maison des syndicats, à l'endroit même où le corps de Lénine avait été exposé en 1924. Très vite, se forma une immense queue, longue de 16 km, permettant aux Moscovites en larmes de se recueillir devant le cadavre de Staline. Le 9 mars, les autorités organisèrent des funérailles, pour conduire le corps jusqu'au mausolée construit sur la Place Rouge, où il devait reposer auprès de Lénine, embaumé pour l'éternité. La foule était si nombreuse que la cérémonie tourna au drame, puisque 1500 personnes moururent étouffées ou piétinées dans les épouvantables bousculades que suscita l'incurie habituelle de l'administration, qui n'avait pris aucune mesure pour contenir les millions de Soviétiques qu'elle avait fait venir pour les funérailles.

Un écho international

Tous les témoignages attestent que les militants et dirigeants communistes furent profondément choqués par l'annonce du décès de Staline. Des dirigeants aussi expérimentés que Mao et Zhou Enlai se mirent à pleurer lorsqu'ils apprirent la nouvelle. En Italie, le secrétaire général du PCI, Togliatti, était terriblement ému lorsqu'il vint annoncer le décès de Staline à la chambre des députés. Avec l'accord des autres parlementaires, il expliqua que les députés ne pouvaient pas continuer dans ce contexte leurs travaux, car un tel décès « étreint le cœur de toute l'humanité civilisée, puisqu'il n'est pas nécessaire d'avoir partagé les idées de Joseph Staline, d'avoir exalté

ses œuvres, pour être frappé, étonné, au moment où cette vie prodigieuse prend fin ».

En France, où le gouvernement fit ordonner trois jours de deuil officiel, Jacques Duclos, qui dirigeait le PCF depuis le départ en 1950 de Thorez à Moscou, ne put lui non plus retenir ses sanglots lorsqu'il vint devant le comité central annoncer la mort de Staline. Le PCF fit recouvrir les sièges de ses locaux par d'immenses crêpes noires, chargés des portraits de Staline, devant lesquels militantEs et travailleurEs vinrent effondrés se recueillir, déposer des fleurs et signer des registres de condoléances. Le culte de Staline se poursuivait jusque dans sa mort. Pour avoir publié un portrait non réaliste de Staline dans le numéro spécial que *les Lettres françaises* lui avait consacré, Picasso subit les foudres de la direction du PCF, et Aragon dut faire son autocritique, pour avoir laissé passer un portrait aussi peu conforme aux canons du réalisme socialiste dans la revue qu'il dirigeait.

L'ouverture de la succession

Peut-être parce qu'il se sentait mourir, Staline avait dans ses derniers mois renforcé sa poigne de fer sur la société. Il venait ainsi de lancer une campagne antisémite délirante, en faisant arrêter des dizaines de milliers de juifs, au nom de la lutte contre le « cosmopolitisme ». Quatre mois avant sa mort, il avait fait publier en 20 millions d'exemplaires un ouvrage sur

Les problèmes économiques du socialisme en URSS, dans lequel il annonçait son intention de supprimer les lopins individuels des kolkhosiens, autrement dit un retour à la grande terreur des années 1930. Sa paranoïa l'avait même amené à dissoudre en octobre le Politburo, avant d'annoncer que de nouvelles purges allaient frapper la direction, menaçant ouvertement Molotov et Mikoïan, dont les vies ne tenaient plus qu'à un fil. Si Staline s'était employé à n'avoir jamais d'héritier, il fallut toutefois pourvoir à sa succession. Lors des funérailles, Malenkov, un petit bureaucrate sans aucune envergure dont Staline avait fait son numéro 2, sembla en mesure de prendre la direction, mais il lui fallut bien vite brider ses ambitions et dès le 15 mars il dut démissionner du secrétariat du comité central. Si une nouvelle direction se mettait en place, elle s'organisait sur le principe de la collégialité, en totale rupture avec l'époque stalinienne.

Un brutal changement d'époque

Très rapidement, les Soviétiques s'aperçurent que de profonds changements étaient en cours. Le 20 mars, *la Pravda* paraissait sans qu'une seule fois le nom de Staline n'apparaisse. Le 27 mars, Beria proclamait une amnistie et faisait libérer en quelques jours plus d'un million de prisonniers. Le 6 avril, *la Pravda* annonçait non seulement que les médecins de Staline avaient été libérés, mais aussi que toutes les accusations montées contre eux étaient fausses et que les policiers qui les avaient torturés avaient été arrêtés. Le 16 avril, les lecteurs de *la Pravda* découvrirent incrédules un article qui soulignait l'importance de la démocratie et de la collégialité dans le parti, en expliquant que la critique devait pouvoir s'y exprimer librement. Les dirigeants occidentaux assistèrent, eux aussi médusés, à une nette rupture de la politique extérieure de l'URSS.

Le 19 mars, les Soviétiques annoncèrent qu'ils souhaitaient négocier avec les Chinois une paix en Corée, ouvrant le processus qui aboutit le 27 juillet 1953 au traité d'armistice de Panmunjom. Dans le même temps, les Soviétiques démantelaient les check-points qui bloquaient Berlin-Ouest, et ses diplomates ouvraient la perspective d'une réunification de l'Allemagne, en échange de sa neutralisation.

La fin d'un monde

Le cours nouveau des Soviétiques déstabilisa les pays dominés d'Europe centrale, où les petits Staline qui dirigeaient les partis communistes voyaient leurs nouveaux maîtres prendre une orientation en tout point opposée à la leur. En mai, des grèves ouvrières secouèrent la Bulgarie, puis l'agitation se propagea à la Tchécoslovaquie, où la ville de Plzen fut le cadre d'émeutes au début du mois de juin. À la mi-juin, des grèves insurrectionnelles éclataient à Berlin-Est ; elles prirent une telle ampleur, que l'armée russe tira sur les manifestantEs, faisant plus d'une centaine de morts. La disparition de Staline posait un problème majeur à la nouvelle direction : comment maintenir le système soviétique, tout en tournant la page du délirant régime stalinien ?

La rupture était en tout cas consommée et la nouvelle direction collégiale en donna une nouvelle preuve, lorsqu'elle fit arrêter à la fin du mois de juin 1953 Beria, l'homme qui avait pendant des années dirigé la police de Staline et incarnait pour tous les Soviétiques les pires dérives de ce régime. Jugé selon les plus pures normes des procès staliniens, condamné à mort et exécuté, Beria devint ainsi la victime expiatoire du système qu'il avait mis en place, celle qui montrait que Staline avait emporté dans sa tombe le terrorisme d'État par lequel il avait écrasé la société soviétique pendant un quart de siècle.

Laurent Ripart



FÉMINISME « Notre collectif a envie de porter un féminisme lutte des classes »

Entretien. Créé en septembre 2022 à l'initiative de quelques militantes féministes, le Collectif lillois de luttes féministes (le C2LF) vise à construire un féminisme combatif à Lille. Il a été à l'initiative de réunions publiques et d'événements culturels en soutien à la grève féministe. À l'approche du 8 mars et dans un contexte marqué par de nouvelles attaques sur les droits des femmes, l'Anticapitaliste rencontre **Morgane**, l'une de ses militantes.

Peux-tu nous présenter le collectif, la façon dont il est organisé ainsi que ses principales actions et revendications ?

Le Collectif lillois de luttes féministes s'est créé en septembre 2022 à Lille, après que des femmes se sont retrouvées en juin dans des rassemblements réduits à peau de chagrin pour défendre le droit à l'IVG. Le moteur : l'envie de faire du féminisme de lutte et de mener des actions collectives à l'échelle de la ville. Cela fait quelques années que l'on voit des avancées sur les questions féministes, qu'on parle beaucoup plus de violences sexistes et sexuelles et pourtant en même temps on n'arrête pas de subir des reculs : les menaces sur le droit à l'IVG, la montée des discours « anti-wake » et antiféministes ou la hausse des inégalités salariales. Face à ces attaques, on manque de stratégie collective et on déplore l'absence de liens entre les mouvements des femmes et le reste du mouvement social. Le collectif a donc été créé pour répondre à ces problématiques. On fonctionne en autogestion et en non-mixité. Le collectif constitue aussi un cadre de discussion, de formation et d'élaboration stratégique. Nous avons commencé à nous mobiliser pour la journée du 28 septembre pour le droit à l'IVG, puis nous avons souhaité populariser l'idée de la grève féministe du 8 mars. Actuellement, nous participons aux mobilisations contre la réforme des retraites.

À Lille quels sont les mouvements féministes organisés ? Avez-vous des relations avec d'autres mouvements féministes nationaux comme Nous Toutes par exemple ?

À Lille, il y a pas mal d'associations et de collectifs qui font du travail institutionnel comme le Planning familial ou mettent en œuvre un travail d'écoute et d'accompagnement, des ateliers plus culturels. Il y a aussi Nous Toutes bien sûr qui cherche à donner une visibilité à des témoignages de violences et organise notamment des marches autour du 25 novembre. Tout cela est très important. Nous travaillons avec tout le monde mais nous pensons qu'il faut aujourd'hui dépasser l'étape des discours et des témoignages, car tout le monde est désormais au courant sans que cela implique un changement concret ! On doit donc s'organiser et lutter, et cela peut passer notamment par la grève féministe. Notre collectif s'est créé parce qu'on avait envie de porter d'autres actions militantes un peu plus larges et un féminisme lutte des classes.

Le mouvement #MeToo a rendu visible l'ampleur et la dimension systémique des violences faites aux femmes. Le #MeToo politique percuté les organisations de gauche qui se revendiquent du féminisme. Quels sont votre positionnement et votre contribution sur ces questions ?

Les organisations politiques, que ce soient les partis ou les syndicats, sont traversées par des problèmes de violences sexistes et sexuelles. Elles protègent souvent les agresseurs



en raison d'enjeux de pouvoir et d'appareil, et c'est au détriment des militantes. À Lille, par exemple, il y a des conflits autour de la présence d'Adrien Quatennens dans les manifestations. Ce n'est pas forcément pire ou mieux qu'ailleurs, ce sont malheureusement des violences qu'on retrouve partout, souvent dans le cadre privé, mais qui entrent en contradiction avec les discours portés. Cela fait des années que le mouvement ouvrier et le mouvement féministe se sont développés de manière parallèle et en conséquence beaucoup de féministes sont méfiantes vis-à-vis des organisations de gauche ou d'extrême gauche. Nous avons justement envie de casser cette dynamique. Puisque initialement le mouvement féministe est issu des combats révolutionnaires, on veut à la fois une lutte des classes qui soit féministe et un féminisme révolutionnaire et de classe.

Le soulèvement des femmes en Iran revêt un caractère exceptionnel par son intensité, sa capacité à s'affronter au régime et à mobiliser de vastes secteurs de la jeunesse et du prolétariat. Quels sont les enseignements que vous tirez de cette révolte ?

Que ce sont souvent les femmes qui sont en première ligne des mouvements révolutionnaires ! En Iran, la mobilisation a commencé autour de revendications féministes et elle s'est élargie à l'ensemble de la société, y compris avec des grèves générales, pour demander la fin du régime. Le gros mouvement social au Chili, débuté en 2019, était aussi beaucoup porté par les féministes, avec les grèves générales du 8 mars. Le 8 mars 1917, ce sont des ouvrières de Petrograd qui mirent le feu aux poudres de la révolution russe.

Dans les répertoires des luttes contemporains, la grève féministe pourrait occuper une place de premier plan. Comment préparer une grève féministe ? Quelle est votre stratégie autour de la date historique du 8 mars ?

On participe à construire la grève du 8 mars, que ce soit en en discutant sur nos lieux d'étude et de travail ou en poussant les syndicats à s'en emparer. On est aussi membres de la coordination féministe qui réunit plus de 70 collectifs, associations, organisations et féministes partout en France pour pousser à la

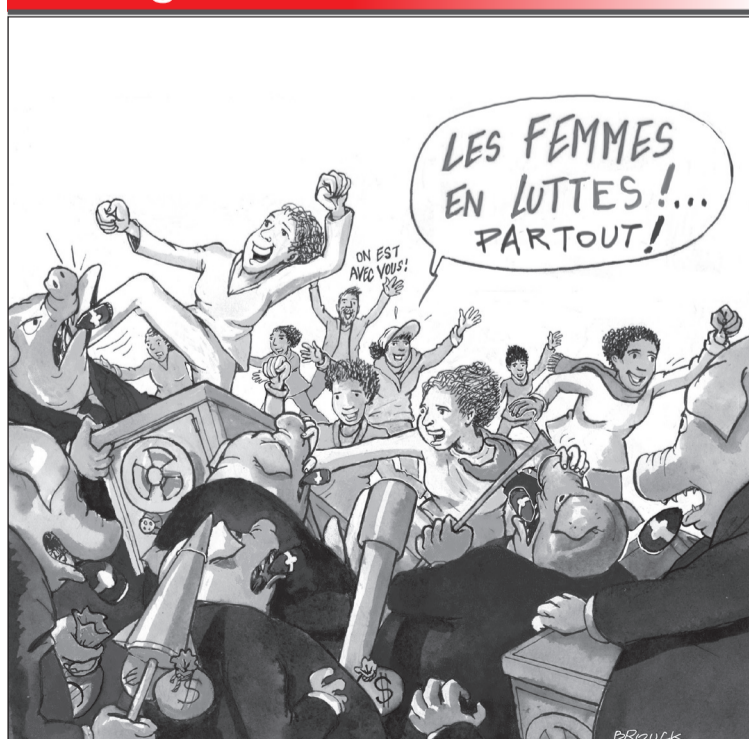
En faisant grève le 8 mars, on va toucher directement au portefeuille et à l'économie pour défendre nos droits.

construction d'une véritable grève le 8 mars. Le 21 janvier, nous avons organisé un gros concert avec des groupes de meufs au CCL (Centre culturel libertaire) de Lille pour récolter de l'argent destiné à alimenter une caisse de grève pour le 8 mars — près de 1800 euros récoltés. On en a assez des manifs le samedi chaque année.

Pour nous, appeler à faire grève le 8 mars, c'est aussi revendiquer l'héritage révolutionnaire de cette date choisie par la militante féministe russe Clara Zetkin, et l'occasion de dire qu'on sort des actions symboliques et, qu'en faisant grève, on va toucher directement au portefeuille et à l'économie pour défendre nos droits.

Comment voyez-vous le rôle du mouvement des femmes dans la mobilisation contre la réforme des retraites ?

L'image de la semaine



En effet, les femmes sont particulièrement perdantes dans cette réforme à cause de l'inégalité salariale qui se répercute sur les pensions, du décompte des annuités qui pénalise encore plus les carrières plus courtes — une femme sur deux s'arrête pour élever les enfants contre un homme sur neuf — mais aussi parce que la pénibilité dans les métiers féminisés, comme ceux de la santé, n'est pas reconnue. L'écart entre les pensions des femmes et celles des hommes est de 40%, et cela va encore s'aggraver avec la réforme, d'autant que les inégalités salariales remontent depuis 2020. À cela s'ajoutent les discours natalistes du Rassemblement national ou du Medef qu'ils déploient comme solution pour équilibrer le régime de retraites et qui sont en lien direct avec les attaques contre l'IVG. Alors, évidemment, on prend part aux grèves contre la réforme des retraites car pour nous ce sont aussi des grèves féministes à part entière. À Lille, on a animé des cortèges féministes et invité toutes les féministes à prendre part aux grèves, à s'organiser en assemblée générale partout où elles se trouvent. Cette année, nous avons un contexte bien particulier avec le 8 mars qui tombe au lendemain de la grève générale du 7 et qui peut être le début d'une potentielle grève reconductible ! Les femmes ont un rôle central à jouer. Contrairement à certains discours qui disent que cela « invisibiliserait » le 8 mars, on pense que c'est au contraire l'occasion de souligner le caractère particulièrement sexiste de cette réforme, d'intensifier la contestation et faire converger l'appel à la grève féministe du 8 mars avec celui à la grève reconductible. À Lille, on appelle à constituer un gros cortège féministe de lutte dans la manifestation. En tant que féministes, on soutient l'idée d'une grève reconductible, que ce soit le 7, le 8 mars, et même au-delà !

Propos recueillis par Hélène Marra

Vu ailleurs

LA BANQUE LA PLUS POLLUANTE DE FRANCE, ASSIGNÉE EN JUSTICE

C'est une première mondiale. Jeudi 23 février, Les Amis de la Terre, Notre Affaire à Tous et Oxfam France ont assigné BNP Paribas en justice pour non-respect de la loi sur le devoir de vigilance. Les trois associations demandent à la banque française de cesser son soutien financier aux projets pétroliers et gaziers dans le monde. L'affaire rappelle le jugement de Total en décembre dernier, première société française accusée de manquer à son devoir de vigilance. Depuis une loi de 2017, les grandes entreprises françaises sont en effet tenues de prévenir et de réparer les risques sociaux et environnementaux liés à leurs projets partout dans le monde, y compris s'ils sont menés par des filiales. Selon un rapport d'Oxfam publié en 2021, BNP Paribas est « la banque la plus polluante de France », avec 749 millions de tonnes d'équivalent CO₂ émises en 2020, soit davantage que les émissions carbone du territoire français. Si BNP Paribas est le premier pollueur, c'est que l'établissement bancaire est le premier financeur des huit géants pétroliers et gaziers mondiaux (Total, Chevron, ExxonMobil, Shell, BP, ENI, Repsol et Equinor), aujourd'hui impliqués dans le développement de plus de 200 nouveaux projets d'exploitation d'énergies fossiles [...]

Le 24 janvier, avant que l'affaire soit portée devant la justice, la banque avait répondu à la mise en demeure des trois associations en annonçant « la réduction d'ici 2030 de 80% de son encours de financement aux projets d'extraction et de production de pétrole ». Des engagements que Justine Ripoll — responsable de campagnes pour Notre Affaire à Tous — juge insuffisants, voire trompeurs. L'affaire sera jugée au tribunal judiciaire de Paris, selon un calendrier qui n'est pas encore défini. Mais les trois associations redoutent que BNP Paribas retarde le moment du jugement sur le fond en s'attachant à des questions de procédure [...].

Rose-Amélie Bécel, « BNP Paribas, « banque la plus polluante de France », assignée en justice », Politis, 23 février 2023.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard		6 mois	1 an
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an
Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire